

SEXE, GENRE, RACE, LES MOUVEMENTS IDENTITAIRES

1- LA QUESTION SEXUELLE

- 2 Des notions pour se repérer
- 3 Une brève histoire de l'homosexualité
- 6 L'institut allemand de Hirschfeld, une embellie de l'ouverture d'esprit
- 7 Des régimes fascistes aux années 1980
- 8 La vie quotidienne pour un homosexuel
- 10 L'homosexualité dépénalisée (France 1982)
- 11 L'homosexualité et la science
- 14 Les études de genre
- 15 De l'idée de genre à la pratique transgenre
- 17 LGBTQIA+
- 19 #MeToo
- 22 Une critique du féminisme contemporain
- 25 L'émancipation des femmes et la révolution sociale

2- LA QUESTION COLONIALE

- 28 L'intersectionnalité
- 29 Les études décoloniales
- 32 Les anticolonialistes français au temps des colonies, Césaire, Fanon
- 35 La France décolonisée
- 36 Les Indigènes de la République
- 39 Le CRAN
- 41 La Cancel Culture
- 42 Une critique des études décoloniales

3- LA QUESTION RACIALE

- 43 L'influence américaine
- 44 Les antiracistes noirs américains du 20^è siècle
- 47 La blancheur et les *whiteness studies*
- 50 Les *subalterne studies*
- 51 Le wokisme

4- POUR UN UNIVERSALISME SOCIALISTE

- 56 Le racisme populaire
- 58 Notre internationalisme
- 59 Une multitude d'identités
- 61 L'héritage des Lumières
- 64 Pour l'universalisme
- 65 Bibliographie

1- LA QUESTION SEXUELLE

DES NOTIONS POUR SE REPERER

Avant d'entamer cette étude sur les diverses sexualités et sur une critique concernant les méthodes de réflexion de nombreux courants identitaires, nous commençons par nous donner quelques repères essentiels. Nous pouvons en trouver exposés clairement dans un ouvrage paru en 2018, rédigé par deux étudiantes en médecine norvégiennes, *Les joies d'en bas*.

Ces auteures distinguent trois aspects liés à la sexualité chez tout être humain. Ce que nous nous sentons, homme ou femme ; ce que nous avons comme appareil génital entre les jambes ; et comment sont composés nos gènes, masculin ou féminin. *"Chez la plupart des gens, les trois aspects correspondent à un seul sexe. Nous nous sentons femmes, nous avons l'air de femmes entre les jambes et nos gènes confirment que nous sommes des femmes. Mais ce n'est pas parce que la plupart des gens ont un certain ressenti que c'est le cas de tous."*

Disons tout de suite que tout le monde ne voit pas les choses ainsi. Car l'idée de "genre" pour parler de "ce que nous nous sentons, homme ou femme", est certes devenue majoritaire chez les féministes après les années 2000, mais elle reste discutée. Et même pour celles et ceux qui reprennent ce terme, les débats sont innombrables. Par exemple, la féministe Christine Delphy prétend démontrer que ce n'est pas le sexe qui induit le genre, mais que c'est le genre qui crée le sexe.

Mais nous n'allons pas entrer ici dans ces débats souvent très abstraits. Nous allons accepter que cette notion existe, pour tenter de voir à quels cheminements elle peut mener, dans la réalité et aussi, et surtout, dans les têtes.

S'il y a donc trois facteurs qui peuvent avoir deux possibilités chacun, et se combiner en une même personne, cela donne déjà, mathématiquement, huit possibilités. On voit que le couple de mots homme/femme ne va pas suffire à nous y retrouver, si l'on veut prendre en compte ces possibilités.

Revenons donc sur chaque distinction, celle d'abord elle entre le corps physique et les gènes. On sait qu'une fille a une paire de chromosomes XX, et un garçon une paire XY. La femme ne transmet, quand elle se reproduit qu'un chromosome X ; l'homme, lui, va transmettre une fois sur deux un chromosome X, et cela va donner naissance à une fille, et une fois sur deux un chromosome Y, et il donnera naissance à un garçon.

Sauf que ce qui compte vraiment dans cette distinction entre fille et garçon, c'est en fait un gène particulier, le gène SRY qui se trouve sur le chromosome Y. Or, il arrive qu'un chromosome Y ne comporte pas ce gène Y, ou même qu'un chromosome X comporte le SRY.

Il arrive ainsi que, répondant mal à l'hormone mâle, la testostérone, certains fœtus qui ont des gènes masculins, se mettent à développer certains organes féminins, comme une vulve entre les jambes au lieu d'un pénis. Et cette sorte de déconnexion peut se présenter à

des degrés divers. A l'inverse, alors qu'elles ont au départ des gènes féminins, *"certaines personnes peuvent naître sans utérus et avec des testicules dans l'aîne au lieu d'ovaires dans le ventre, même si elles ont une vulve."*

Enfin, *"il est aussi possible de se retrouver avec des organes sexuels externes hésitant entre le complexe pénis-bourses (les organes sexuels de l'homme) et la vulve (...). On parle alors d'intersexuation, de personne intersexe, ce qui signifie tout simplement que l'enfant est "entre deux sexes" (Les joies d'en bas).*

Voilà pour ce qui est du corps lui-même, de la partie physiologique. Et il y a donc également le ressenti de la personne. Pour les auteures, Nina Brochmann et Ellen Stokken Dahl, *"de nombreuses personnes trans savent dès l'enfance qu'elles appartiennent au sexe que leur corps n'a pas."* On parlera de femme trans pour une personne née avec un corps d'homme, mais qui se sent clairement femme, et qui peut éventuellement souhaiter modifier son corps afin qu'il corresponde à son ressenti., celui de femme. D'un autre côté, un homme trans est une personne née avec un corps de femme mais qui s'identifie à un homme.

Nous avons donc trois notions de base pour identifier ici chaque personne. Mais ce n'est pas tout, la sexualité met en relation chaque personne avec une autre, et selon le choix de chacun, selon ce qu'on appelle l'orientation sexuelle, on voit les possibilités se multiplier plus encore. Si la pratique majoritaire et bien connue est nommée hétérosexualité, la plus connue parmi les minoritaires est l'homosexualité, le choix d'une relation avec un ou une partenaire du même sexe physiologique.

UNE BREVE HISTOIRE DE L'HOMOSEXUALITE

Avant que le christianisme ne devienne une religion au service du pouvoir, ce qui a été son cas à partir du début du 4^e siècle, les sociétés humaines acceptaient la pratique, certes minoritaire, de l'homosexualité. Mais, comme toutes les pratiques, elles sont très codifiées, selon chaque culture, ou chaque période. Ce qui peut être sanctionné, c'est le non respect de cette codification.

Ainsi, dans la Grèce antique, 500 ans avant notre ère, dans la relation entre un homme adulte et un homme adolescent, c'est l'adulte qui pénètre, et on l'appelle l'éraсте, et l'adolescent qui est pénétré, et on l'appelle l'éromène. Cette règle n'a probablement pas été réellement suivie, car dans les relations sexuelles d'un homme avec un autre, les études actuelles ont montré que la préférence est à de nombreux autres actes que la pénétration anale (sexe oral, masturbation réciproque, frottement de certaines régions des pénis, utilisation des doigts, etc.) Ce qui est ainsi appelé pédérastie fait partie de l'éducation des adolescents masculins. De manière générale, dans la Grèce antique, l'homosexualité n'est pas exclusive, et n'empêche pas l'hétérosexualité.

Dans plusieurs sociétés antiques, à Rome notamment, on encourage la relation homosexuelle dans l'armée, car on pense que deux hommes amoureux se battraient avec plus

de détermination et une plus grande morale. Mais cette fois, la pratique ne doit concerner que deux adultes. Enfin, toujours dans l'antiquité, on parle de tribadisme pour évoquer une homosexualité féminine, le mot tribade ayant une origine grecque signifiant frotter.

Ce sont les religions monothéistes qui vont changer la donne. Chez les Juifs, dans le Lévitique XX, 13, on lit que « *Si un homme couche avec un homme comme on couche avec une femme, ils ont fait tous deux une chose abominable* ». Jésus, lui, n'en parle pas. Du moins, il n'en est pas fait mention dans l'Évangile. Par contre, comme pour bien des aspects, les apôtres vont être terribles. Saint Paul, né entre 64 et 68, est extrêmement violent envers les pratiques homosexuelles, dans son Épître aux Romains (1, 18-31), et il le justifie en expliquant que la procréation, le fait de chercher à avoir un enfant, doit être le seul et unique but de la sexualité.

Une méfiance envers l'homosexualité va ainsi se diffuser progressivement dans l'Empire romain, après qu'il ait repris le christianisme comme religion unique. En 342, le Code théodosien écrit : « *Lorsqu'un homme s'accouple comme s'il était une femme [...] alors nous ordonnons que les lois s'insurgent, que le droit soit armé de l'épée vengeresse, de manière à ce que les peines prévues soient infligées aux infâmes d'aujourd'hui et de demain* ». Dans la pratique, ce sont les élites, nobles et autres personnages importants, notamment dans l'Église, qui sont réellement visés. En 542, deux évêques, surpris en flagrant délit, se voient leur pénis amputé.

Au Moyen-Âge européen, on revient de fait vers une forme de tolérance pour l'homosexualité. La vie-même des moines ou des chevaliers incite évidemment à une pratique homosexuelle sans doute assez largement présente. Il y a bien une peine -de castration pour les laïcs, mais seulement le défroquage et un exil pour le clergé- qui est édictée en 693 par le Concile de Tolède. Mais cela n'est pas vraiment appliqué.

En fait, les hauts dirigeants de l'Église sont parfaitement au courant des mœurs qui existent en son sein, mais ils choisissent de ne pas risquer d'ébranler l'institution par des sanctions. Un Richard Cœur de Lion ne cache d'ailleurs pas son penchant.

C'est la montée en puissance de religions déviantes par rapport à la norme catholique, que l'Église nomme hérésies, qui va l'obliger à un tournant, au 13^e siècle. On va condamner ce qu'on appelle alors la "bougrerie", en donnant à ce mot le sens de sodomie, en même temps qu'en faisant allusion à une localité bulgare hérétique. Dans le même temps, l'Église essaie de diffuser l'idée qu'un amour charnel est légitime entre un homme et une femme, un couple hétérosexuel donc, car Jésus et son Église ont une relation du même ordre... Là encore, dans la pratique, l'accusation de sodomie sera surtout utilisée pour abattre telle ou telle personnalité politique ou religieuse.

Au 17^{ème} siècle, le balancier des idées revient vers la tolérance, voir même l'admiration envers les relations sentimentales entre hommes de la haute société, à l'exemple des héros antiques. C'est ainsi que le compositeur et violoniste Jean-Baptiste Lully peut s'afficher sans problème. Philippe d'Orléans, frère de Louis 14, entretient une relation dite virile avec l'abbé de Choisy.

Le 18^{ème} siècle, Siècle des Lumières, ne voit pas un grand changement. On continue de regarder l'homosexualité comme une pratique tolérable mais qui reste anormale. Voltaire en parlera comme d'un « *attentat infâme contre la nature* », d'« *abomination dégoûtante* », ou de « *turpitude* ». D'après les livres de police, il est fréquent de prendre un couple d'hommes en flagrant délit dans Paris, derrière un bosquet. Presque toujours, les personnes seront garées pendant deux ou trois jours, puis libérées après une leçon de morale.

Ne sont véritablement condamnées en justice que ceux pour qui on reproche de plus un crime supplémentaire. On en profite alors pour procéder à une condamnation, avec pour motif la pédophilie, ceci en vue de faire un exemple. Ce sera d'ailleurs ce qui se passera, cette fois au 20^{ème} siècle, pour Ernst Röhm, chef des SA (sections d'assaut), suite à la Nuit des Longs couteaux, puisqu'il sera tué, officiellement pour homosexualité.

Seul, un italien, Cesare Beccaria, qui sera également le premier à s'insurger contre la peine de mort, demande une dépénalisation de la pédérastie. La plupart des affaires se terminent par une remontrance. Mais une dernière peine capitale en France est exécutée en 1750, envers deux hommes pris en flagrant délit sur la voie publique. Ils sont étranglés et brûlés publiquement.

Le premier pays au monde à dépénaliser totalement l'homosexualité, c'est la France révolutionnaire, en octobre 1791. Le rapporteur de la loi, Louis-Michel Lepeletier de Saint-Fargeau déclare que le Code pénal ne doit mettre hors-la-loi que les « *vrais crimes* », et non pas les « *délits factices, créés par la superstition, la féodalité, la fiscalité et le despotisme* ». Il ne faut cependant pas voir dans cette mesure l'idée d'une institution d'un droit, dans le sens actuel. Il s'agit d'abord de retirer du domaine de la justice toute action qui ne nuit pas à autrui.

Plusieurs pays européens, Pays-Bas, Belgique, Espagne, Italie, vont rapidement s'inspirer de ce tournant. Mais à l'inverse, l'Autriche et les pays de l'Allemagne du Nord (Prusse, Saxe, Hambourg et Brême) durcissent leurs lois contre l'homosexualité.

Du coup, le 19^{ème} siècle connaît une assez grande liberté, qui se retrouve dans les productions artistiques et littéraires, comme le personnage de Vautrin dans *La Comédie humaine* de Balzac. L'écrivain irlandais Oscar Wilde, le poète français Paul Verlaine, sa relation avec le jeune Arthur Rimbaud, sont largement acceptés, acceptation qui va s'étendre entre les deux guerres, avec les œuvres de Marcel Proust, André Gide, Jean Cocteau, Jean Marais.

Mais, sur le fond, si on fait preuve de tolérance, c'est en continuant de considérer l'homosexualité comme anormale. Pour la psychiatrie, c'est une maladie nerveuse, pour la psychanalyse, c'est une « variante » dans l'orientation sexuelle. Pour la bourgeoisie, c'est clairement un vice, une pratique qui défie la bonne morale, en fait la morale chrétienne. C'est pour cette raison qu'envoie au Maroc le maréchal Lyautey, par exemple.

L'INSTITUT ALLEMAND DE HIRSCHFELD, UNE EMBELLIE DANS L'OUVERTURE D'ESPRIT

Mais on trouve aussi à cette époque, en Allemagne, les prémices d'un mouvement exceptionnel, sur lequel nous allons nous attarder, car il tente non seulement de s'attaquer aux préjugés et à la loi encore réactionnaire, mais aussi à trouver des solutions concrètes pour les personnes à qui ne convient pas la vie hétérosexuelle.

Au tout début du 20^{ème} siècle, un jeune médecin allemand, Magnus Hirschfeld, tente de s'attaquer au paragraphe 175 du code pénal allemand, qui rend l'homosexualité illégale. Mais il n'y parvient pas. Lui-même est homosexuel et juif.

Jeune médecin, il avait subi le traumatisme de voir, à l'école de médecine, un homosexuel contraint de défiler nu devant la classe, traité de dégénéré. Devenu médecin, il ne parvient pas à aider un patient, jeune soldat désarmé venu lui confesser qu'il était un Urning, un uraniste, terme qui désigne un homme homosexuel. Et qui bientôt va se suicider. Hirschfeld décide alors, en 1919, de créer de toutes pièces un lieu qui puisse servir à la fois à la recherche scientifique, à l'enseignement, à la guérison et au refuge, un lieu qui pourrait « libérer l'individu de ses maux physiques, de ses afflictions psychologiques et de ses privations sociales ». La revue *Pour la Science* lui a consacré un article en janvier 2022.

Alors que ses collègues considèrent l'homosexualité pathologique, signe d'une mauvaise santé mentale, Hirschfeld soutient qu'une personne peut tout à fait naître avec des caractéristiques que ne correspondent pas à celles majoritaires, binaires, hétérosexuelles, et les appelle « troisième sexe » (*drittes Geschlecht*), un sexe tout aussi naturel que les autres, et en rien maléfique. Il propose « le terme de "intermédiaires sexuels" pour les individus qui ne correspondent pas aux normes traditionnelles d'hommes et de femmes, que cela soit sur le plan physique (leurs organes sexuels étant ambigus), de l'orientation sexuelle, ou encore de l'identité sexuelle ». Une catégorie qui incluait donc ce qu'il considérait comme des homosexuels "situationnels" et « "constitutionnels" -une façon de reconnaître qu'il existe souvent un spectre de pratiques bisexuelles- et ce qu'il appelait les "travestis". Ce groupe comprenait ceux qui souhaitaient porter les vêtements du sexe opposé et ceux qui, "du point de vue de leur caractère", s'apparentaient plus au sexe opposé. »

Enfin, ajoute *Pour la Science*, « le médecin reconnaissait que ces personnes pouvaient être homosexuelles ou hétérosexuelles, ce qui est souvent mal compris aujourd'hui à propos des transgenres ». Peut-être encore plus surprenant, la catégorie des intermédiaires sexuels de Hirschfeld incluait aussi les personnes sans genre fixe -qui s'apparentent aux concepts actuels de gender fluid (les individus dont le genre oscille entre la masculinité et la féminité) ou d'identité non binaire (ceux qui ne se reconnaissent ni homme ni femme ; le médecin comptait la romancière *George Sand* parmi eux). ». Le plus important, résume *Pour la Science*, était que ces personnes puissent agir « conformément à leur nature », et non contre elle.

Autant dire que Hirschfeld avait déjà, il y a cent vingt ans, fait un tour réellement complet de la question de la diversité des comportements sexuels, de leur complexité, et ceci avec un esprit d'humanité le plus abouti.

Son institut a regroupé une immense bibliothèque spécialisée sur le sujet. Au début des années 1920, il a commencé à œuvrer à la pratique d'une chirurgie de transition de l'homme vers la femme, appelée *Genitalumwandlung* (littéralement transformation des organes génitaux). Cette opération se déroulait sur plusieurs années, en plusieurs étapes : castration, pénectomie (suppression du pénis), vaginosplastie (construction d'un vagin). En fait, les précautions étaient nombreuses, la chirurgie s'arrêtait à une étape ou une autre. Il y avait également un traitement hormonal, qui permettait d'adoucir les traits, de développer des seins naturels.

Mais en 1929, le parti nazi est en pleine expansion, il devient le premier parti d'Allemagne en 1932. Adolph Hitler est nommé chancelier en janvier 1933. Quatre mois plus tard, l'institut d'Hirschfeld est saccagé ; lui-même, hors du pays, ne rentre pas. Ses 20 000 livres feront l'un des premiers et des plus grands autodafés nazi, filmé et présenté en tant que « *déchets intellectuels du passé* ». Le nazisme commence à exécuter son programme de stérilisation qui va le conduire à exterminer des millions de Juifs, de Tsiganes, d'opposants communistes, socialistes, des homosexuels et autres transgenres.

DES REGIMES FASCISTES AUX ANNEES 1980

La Gestapo va donc constituer des listes d'homosexuels, en vue de les contraindre à un « *normalité sexuelle allemande* ». Entre 1933 et 1945, ils seront environ 100 000 fichés ; parmi eux, 50 000 sont condamnés, la plupart mis en prison ; quand les Juifs doivent arborer une étoile jaune, les homosexuels doivent porter un triangle rose ; entre 5 et 10 000 sont envoyés en camp de concentration. Là, ils subissent des conditions particulièrement cruelles de la part de leurs gardiens, mais aussi des codétenus.

En France, le régime de Vichy promulgue une loi le 5 août 1942. L'homosexualité, qui avait été décriminalisée en 1791, se voit alors soumise à des conditions d'âge différentes de l'hétérosexualité. L'âge à partir duquel un mineur peut entretenir une relation sexuelle avec un adulte sans que cet adulte commette une infraction pénalement réprimée, fixé alors à 13 ans pour les rapports hétérosexuels, est placé à 21 ans pour les rapports homosexuels.

Voici le texte, dont on peut apprécier le ton et la prétention moralisatrice : « *Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 2 000 francs à 6 000 francs quiconque aura soit pour satisfaire les passions d'autrui, excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de vingt et un ans, soit pour satisfaire ses propres passions, commis un ou plusieurs actes impudiques ou contre nature avec un mineur de son sexe âgé de moins de vingt et un ans.* »

Il n'y aura pas en France de persécution systématique, comme on en a eu une pour les Juifs. On estime que 62 personnes ont été pourchassées, 13 sont mortes en détention.

A la Libération, le régime de De Gaulle confirme, par une ordonnance du 8 février 1945, la pénalisation de l'homosexualité mise en place par le régime de Pétain : « *Sera puni*

d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 60 francs à 15 000 francs quiconque aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe mineur de vingt et un ans. » Cette règle va rester valable jusqu'en 1982. Selon certains sociologues, il y aurait eu, entre 1945 et 1982, plus de 10 000 condamnations, avec un pic dans les années 1960, puis un déclin, évidemment, après 1968.

Nous sommes alors pendant les Trente Glorieuses. De Gaulle déclare que la France a besoin de « *12 millions de beaux bébés* ». Deux partis dominent le monde politique, le PCF qui a 5 ministres au lendemain de la guerre, et le MRP, formation chrétienne-démocrate, les autres ayant été déconsidérés du fait de leur collaboration avec l'occupant allemand. Sur le plan de la morale sexuelle, le PCF est exactement aligné avec la bourgeoisie et dans la classe ouvrière, l'homosexualité est perçue comme une tare, comme pour la bourgeoisie.

Pire, en 1960, un amendement d'un député gaulliste fait de l'homosexualité un « fléau social », au même titre que l'alcoolisme et la prostitution. Et les peines sont doublées en cas d'« *outrage public à la pudeur commis sur personnes de même sexe* » : emprisonnement de 6 mois à 3 ans, amende de 1000 à 15 000 francs. A cette époque, l'homosexualité est aussi sur la liste des maladies mentales de l'OMS (Organisation mondiale de la santé, organisme de l'ONU).

LA VIE QUOTIDIENNE POUR UN HOMOSEXUEL

Derrière les chiffres qui peuvent paraître assez banals, la vie quotidienne, pour ces petites minorités, est souvent à la limite du supportable. Voici certains moments de cette vie d'homosexuel d'avant 1982, moments tirés d'une série d'articles rédigés par Ariane Chemin, dans *Le Monde* de janvier 2022.

Jean-Serge a présenté des amies femmes à ses parents, pour cacher sa vérité ; puis il a accepté un traitement à base de piqûres, car sa famille le dit malade. Henri, dix ans de moins, sait qu'il est homosexuel et veut fuir sa famille. Tous deux se rencontrent un jour de novembre 1960. Jean-Serge tient la gérance d'une salle de cinéma, dont Henri, va devenir directeur et comptable. Mais voilà, le jour où ils se sont rencontrés, Henri, le plus jeune, est à la veille de ses 17 ans. Un homme les dénonce à la police. Une plainte est donc déposée pour « *attentat aux bonnes mœurs* ».

Tous les deux sont placés deux semaines en détention, avant d'être mis en liberté provisoire. Cette mise en prison va sans doute faire une histoire d'amour de ce qui pouvait n'être qu'une simple liaison. Dans la famille, quand un frère s'inquiète de l'absence de Jean-Serge, on lui répond qu'il est parti à la montagne.

Autre exemple, à Lyon, Grégoire, un clerc de notaire de 25 ans, est embarqué par la police dans un bar. Les policiers lui prennent ses papiers de force, et vont avertir ses parents ainsi que son patron, un notaire. Le clerc, libéré le matin, rentre chez lui, se change et se rend à son bureau. Le notaire le congédie. « *Grégoire est reparti chez lui et il s'est pendu dans son garage* ».

Bernard a un père directeur d'hôtel. Enfant, il « *suit la messe avec les curés dès l'aube, dîne avec eux, passe les week-ends seul en leur compagnie. "Et c'est là qu'un jour, bah, comme on dit aujourd'hui, j'ai été violé. Lorsque mon père est venu me chercher (...) je lui ai dit "Papa, il y a un curé, il vient la nuit dans ma cellule, il me touche, il me tripote, dans la bouche et tout..." En réponse, vlan, vlan, j'ai reçu deux gifles. Double peine. (...) Les gens comme moi étaient lâchés au milieu des fauves. Ça été le début d'un calvaire qui a duré jusqu'à mes 21 ans* »

Pour le viriliser, le père décide de mettre ce fils dans un centre d'apprentissage en menuiserie. « *Pour moi qui étais un peu efféminé et pas très manuel, c'était difficile* », dit-il. Bernard songe au suicide. Il s'achète un produit servant à tuer les taupes. Mais le centre d'apprentissage trouve la boîte. Il est viré de l'école. La tante écrit à sa grand-mère : "*Garde Bernard pour les vacances, je ne veux pas qu'il vienne ici faire ses saloperies*". Il passe donc ses vacances à Dax, ville où les rugbymen ont le pouvoir. « *Quand je voyais arriver des garçons, je filais, je rasais les murs, je vivais claustré* ».

Ce n'est que lorsqu'il se retrouve dans une grande ville, à Bordeaux, qu'il ressent « *un vent de liberté ! dans une grande ville, je devenais transparent, c'était formidable* ». Il n'est plus une proie. Mais il doit se cantonner aux seuls lieux réservés aux homosexuels : la nuit, les jardins publics, les squares, et quelques bars clandestins.

Il évite les pissotières, il finit par trouver un bar, le Fuxéen, où il découvre une pratique de la drague qui lui plaît : « *On n'était pas obligés de répondre à l'appel du pied, mais cette façon de draguer à l'époque, subtile, discrète, me plaisait beaucoup : mettre un disque pour faire comprendre à tel garçon qu'il vous plaisait* ».

Mais les bars sont connus des flics. « *Ils arrivaient avec trois, quatre paniers à salade (nom donné aux cars de flics de l'époque), bloquaient les issues, et nous embarquaient. On appelait ça des rafles. Nous étions terrorisés. Est-ce qu'on allait partir en prison ? Nous nous sauvions comme des voleurs par les fenêtres, n'importe où dans la campagne* ». Un soir, Bernard se fait arrêter, emmener au commissariat : photo, relevé d'empreintes. Juste parce qu'il se trouvait dans une boîte où il n'y avait que des garçons, il passe le week-end au poste. « *Ils me disaient : "Sale pédé, tu vas voir, pour toi, c'est fini. On va appeler tes parents !"* »

Pendant toutes ces années, écrit *le Monde*, c'est toute « *une cohorte invisible de garçons nés pendant ou après la guerre* » qui « *a vécu dans la hantise d'un contrôle d'identité et d'une "rafle" policière (c'était le terme employé) ou d'une dénonciation. Pour se figurer ce monde évanoui, il faut imaginer des quais, des brumes, des rues de boutiques obscures, et... des silhouettes d'hommes (...). Seule une petite centaine de lesbiennes furent en effet arrêtées. "Les cibles étaient d'abord des ouvriers, pincés en général par deux, dans des régions industrielles comme le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, l'Île-de-France* ».

On retrouve dans les archives judiciaires, à Nantes, Lille, Bordeaux, les affaires d' « *actes impudiques ou contre-nature* », qui sont noyées entre deux viols à la tire, trois cambriolages et une conduite en état d'ivresse.

Chaque ville a son quartier homo. Le Marais à Paris, la rue du Marché-au-charbon à Bruxelles. A Paris, il y a aussi Saint-Germain-des-Prés, puis le quartier de l'Opéra. Ailleurs, les vespasiennes servent de lieu de drague ou de rendez-vous, sordides. A Lille, au sein même de l'Eglise, se met en place en 1975 un mouvement homosexuel chrétien, qui se nomme *David et Jonathan*, et qui tient des réunions dans l'église Saint-Maurice, proche de la gare de Lille-Flandres.

La loi pèse sur les homosexuels des milieux populaires, mais peut-être plus encore sur les notables. Robert Badinter le souligne : « *On ne mesure pas les conséquences sociales et familiales d'une arrestation pour des notables de province à l'époque. Elles étaient terribles. Je pense au risque pénal, bien sûr, mais aussi au chantage exercé sur des notables qui se rendaient à Paris pour satisfaire ce qu'on appelait leur "vice". L'homosexualité relevait de l'interdit ; celui qui passait pour tel vivait entre le rejet social et la faute. Il faut se rappeler les structures morales de nos sociétés et la malédiction de l'homosexualité dans les religions du Livre. Il est dit dans la Bible : « Celui qui prend un homme comme une femme commet une abomination ». Des hommes élevés dans des écoles catholiques et l'idée du péché étaient ravagés par un sentiment de culpabilité ».*

L'HOMOSEXUALITE DEPENALISEE (France 1982)

Il faudra attendre en France l'élection de François Mitterrand en 1981 pour que soit abrogé le « délit d'homosexualité ». Le 4 août 1982, la loi Forni, dont le texte a été porté par Robert Badinter, garde des sceaux, défendu par l'avocate Gisèle Halimi, abolit la loi de Philippe Pétain et Pierre Laval et met fin aux discriminations officielles. Les relations deviennent autorisées entre deux personnes consentantes de même sexe dès l'âge de 15 ans, comme pour les hétérosexuels.

En juin 1989, en pleine épidémie de Sida, alors que l'ambiance est à la panique face à cette maladie nouvelle et à l'incapacité à la comprendre et à la maîtriser, est mise en place l'association militante Act Up Paris qui vise essentiellement à soutenir les homosexuels particulièrement touchés. C'est un modèle américain qui est suivi, et qui, à son tour, va se répandre dans de nombreux pays occidentaux. L'idée est de partager, transmettre, reprendre et réinvestir dans la vie concrète le savoir des malades. Vis-à-vis du monde extérieur, il s'agit d'alerter les médias sur l'épidémie, de faire pression sur les politiques pour améliorer l'image et la prise en charge des malades, en n'oubliant ni les prostituées, ni les étrangers en situation irrégulière, ni les prisonniers ou les toxicomanes.

« Pour Act Up-Paris, l'épidémie de VIH est une épidémie profondément politique puisque les discriminations, les politiques de prohibition sur les drogues, la pénalisation des clients de travailleurs du sexe, les difficultés d'accès à la santé, la précarité et les tabous sur la sexualité font le nid de l'épidémie. » (Wikipedia 2024/10)

Aujourd'hui, l'épidémie du Sida est loin d'être éteinte à l'échelle du monde. En France, pour 2022, suite à 6,5 millions d'analyses, environ 5000 personnes ont découvert leur

séropositivité au VIH. Une majorité, 54% sont des hétérosexuels et 38% sont des étrangers. La situation est nettement plus grave dans les outremer qu'en métropole.

Dans le monde, selon ONUsida, pour 2023, 1,3 million de personnes ont été nouvellement infectées ; 630 000 personnes sont décédées ; 30,7 millions bénéficient d'une thérapie antirétrovirale, et près de 10 millions n'en ont pas. Depuis le début de l'épidémie, on estime à 88 millions le nombre de personnes qui ont été infectées, et 42 millions le total des personnes décédées.

Mais, un peu comme on peut l'observer au sujet du droit à l'avortement, on observe deux mouvements contraires en ce qui concerne l'homosexualité, en France et de par le monde. Tandis que les uns militent et peuvent réussir à obtenir des droits qui leur étaient interdits, des courants réactionnaires, souvent proches du pouvoir, veulent faire marche arrière, et restreindre des droits qui ont pu être acquis.

Ainsi, « au printemps 2021, un projet de loi a été proposé au Texas, qui vise à inscrire les traitements d'affirmation de l'identité du genre parmi les maltraitances d'enfants. (...) Si la loi est adoptée, elle séparera les enfants transgenres des parents qui les soutiennent. A la même période, le Sénat de l'Arkansas a adopté une loi interdisant au personnel médical de proposer aux jeunes transgenres des hormones ou des opérations chirurgicales visant à affirmer leur identité de genre » (Pour la Science janvier 2022).

L'HOMOSEXUALITE ET LA SCIENCE

C'est également au cours de cette période des Trente Glorieuses qu'en 1948 et 1953, deux grandes enquêtes, *Comportement sexuel de la femme* et *Comportement sexuel de l'homme*, dénommés également rapports Kinsey, donnent des chiffres basés sur la population américaine des années 1940 : 37% des personnes sondées ont vécu au moins une expérience homosexuelle ; 10% des hommes étudiés ont été plus ou moins exclusivement homosexuels pendant au moins trois ans entre les âges de 16 et 55 ans ; enfin, entre 1 et 3% des femmes non mariées âgées de 20 à 35 ans sont classées comme exclusivement homosexuelles. Tous ces chiffres vont faire scandale, ce qui est simplement ridicule.

Ce que l'on voit ainsi, c'est que l'homosexualité est loin d'être un phénomène résiduel, rarissime, exceptionnel, mais qu'il peut toucher des millions de gens. N'empêche, il est rejeté par la vision sociale dominante dans la société occidentale, et, comme c'est souvent le cas, la société et ses classes dominantes peuvent trouver des justificatifs du côté de la science.

De la fin du 19^{ème} à la fin du 20^{ème} siècle, l'homosexualité est vue par le savoir psychiatrique comme une perversion. Pour nombre des héritiers de Freud, la figure de l'homosexuel est le « *signifiant majeur* » de toutes les perversions. Cette « science » s'acharne donc à vouloir un traitement pour cette « maladie », en transformant des homosexuels auxquels elle a affaire en hétérosexuels.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, au vu du nombre très important de soldats souffrant de désordres mentaux graves, une liste des maladies mentales est publiée aux Etats-Unis, le DSM. Il est repris en France sous le nom de *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux*, et connaîtra de multiples mises à jour jusque récemment.

Entre 1952 et 1968, les DSM s'appuient sur la psychanalyse et la psychiatrie classiques. On y distingue la norme et les pathologies : névroses, psychoses, dépressions, perversions. Puis, dans les années 1970, on bascule vers une liste basée sur les comportements. Le DSM publié en 1994 comptabilise 410 pathologies : le deuil devient un trouble dépressif majeur, la colère un trouble de dérégulation dit d'humeur explosive, et la gourmandise une hyperphagie boulimique.

C'est dans ce cadre qu'on voit progressivement des orientations sexuelles autrefois vues en psychiatrie comme des pathologies, être transformées en une série d'identités. Et c'est dans ce contexte qu'est lancé en 1990, lors de la Gay Pride de New York et de Chicago, le mouvement *Queer Nation*, sur lequel nous reviendrons plus loin, lui-même inspiré par la branche de New-York de l'association Act-Up née en juin 1989 à Paris.

*

Un préjugé sans doute encore courant de nos jours voudrait que la pratique homosexuelle n'existe pas dans le monde animal, ce qui justifierait sa répression par la société humaine. Mais cette vision est fautive.

Ce n'est pas moins de mille espèces animales qui ont été documentées comme pouvant avoir des comportements homosexuels. Le fameux roi des animaux, par exemple, le lion, connaît 8% de ses relations comme homosexuelles. Chez le calmar, on peut même dire que c'est 50%. En effet, pour cette espèce, tout se passe au niveau de la bouche. C'est en effet à l'intérieur de celle-ci que se cache le réceptacle séminal de la femelle. Après de langoureux accouplements, la femelle peut utiliser à sa guise les spermatozoïdes déposés pour féconder ses ovocytes. Mais les calmars ne font aucune différence pour choisir leur partenaire entre mâles et femelles. Et, nous dit la revue *Epsilon* (avril 2022) « nombreux sont ceux qui repartent ensuite fièrement vers de nouvelles conquêtes, arborant chacun les spermatozoïdes de l'autre ».

Chez le bison américain, on observe la pénétration anale complète entre mâles, et aussi le montage d'une femelle par une autre ; ces comportements sont très fréquents dans les troupeaux. Chez les dauphins, le chercheur Bruce Bagemihl a observé des frottements mutuels du pénis, des pratiques de sexe anal et aussi nasal, une intromission du sexe dans l'évent. Et l'on peut multiplier les exemples.

Evidemment, des scientifiques se sont posé la question de comprendre pourquoi cette pratique, l'homosexualité, a pu être préservée par l'évolution, alors que, par définition, elle est stérile et ne permet pas d'engendrer et de faire perdurer l'espèce en question. Pour Max Lambert, spécialiste de la biodiversité au département des sciences environnementales de Berkeley, « l'homosexualité est tellement répandue au sein des espèces aujourd'hui qu'elle ne doit pas être si "coûteuse" du point de vue de l'évolution, et donc a été maintenue depuis les origines des animaux sexués jusqu'à la brillante gamme d'espèces actuelles ».

C'est que le problème, pour les espaces sexuées, qui se partagent entre mâles et femelles, est que chaque organisme doit être capable de distinguer et reconnaître son partenaire sur le plan sexuel ; cela peut se faire par divers moyens, les phéromones (une substance chimique qu'émet l'animal en très petite quantité), par des colorations, par des cris. Il faut donc que l'évolution, en même temps qu'elle forge une espèce, lui attribue toute cette capacité, dans les deux sens, de manière à ce que le mâle reconnaisse la femelle et inversement. En clair, l'évolution étant le fruit d'une suite de hasards, parvenir à cette situation est compliqué, statistiquement difficile à réaliser.

Voici un exemple. Chez les girafes, le mâle doit goûter les phéromones qui se trouvent dans l'urine de la femelle pour savoir si celle-ci peut s'accoupler. Mais le mâle a un problème, son cou ne lui permet pas d'atteindre facilement le sol. Il faut donc qu'il demande à la femelle d'uriner, en tapotant sa croupe. Celle-ci peut accepter de le faire, ou pas. On voit la complexité de la chose pour permettre, dans cette espèce, la reproduction sexuée.

Cette complexité, difficile à mettre en place par l'évolution, a donc été souvent remplacée par le fait que mâle et femelle soient en quelque sorte autorisés à s'accoupler sans finalement tenir compte d'une capacité à distinguer précisément le sexe opposé. *« Toute cette complexité évolutive supplémentaire signifie que la discrimination des individus avec lesquels vous souhaitez vous reproduire peut être "coûteuse", et que les premiers organismes sexués n'ont probablement pas discriminé leurs comportements sexuels »*. Donc, s'unir à ce qui vient tout simplement, semble avoir d'abord été une stratégie qui existe depuis la nuit des temps, parce qu'elle est finalement aussi efficace que l'hétérosexualité exclusive.

Avant de quitter le monde animal, un singe proche de nous mérite un peu notre attention. C'est le bonobo, qui a mis dans sa vie sociale une place particulièrement importante à la sexualité, et de ce fait à divers comportements sexuels.

Le bonobo, un grand singe du nord du Zaïre, a fait de la recherche du plaisir un acte social de base, qui est pratiqué dès que la moindre tension entre individus se met à perturber les rapports dans le groupe. Dans leur société, les femelles jouent un rôle central. Et les conflits, au lieu d'être résolus par la violence, le sont au contraire par un partage de nourriture, ou par un contact physique apaisant.

C'est aussi la seule espèce où le rapport sexuel peut se faire face à face, comme il existe chez les humains. En moyenne, un bonobo connaît ou pratique un rapport sexuel toutes les 90 minutes. Les bonobos utilisent baisers, fellations et frottements génitaux pour renforcer les liens au sein du groupe ou pour réconcilier des membres après un conflit, aussi bien entre individus de sexe opposé qu'entre individus de même sexe.

LES ETUDES DE GENRE

C'est dans les années 1970 qu'ont commencé à se développer les études basées sur la notion de genre. Pour fixer un peu cette idée de genre, prenons un exemple : je suis du genre masculin, mais pas parce que je suis doté biologiquement d'un appareil génital masculin, je suis du genre masculin parce que j'accepte de correspondre à l'idéal social, à la norme de ce qu'est la masculinité, et je m'habille, je me comporte d'une manière qui fait que je suis du genre masculin. De même, si je suis née avec un sexe biologique féminin, si je mets une robe parce qu'on me déclare fille, je réalise un genre fille qu'on dit naturel mais qui ne l'est pas, il ne l'est que parce que je m'y conforme. Et l'on peut donc ne pas se conformer à son sexe biologique. C'est là que se situe la différence entre sexe et genre.

Au départ de ces études, il y a une idée liée à une certaine volonté d'émancipation qui anime ces travaux. Jusqu'aux années 1980, on ne parlait pas de genre, mais de "sexe social". On voulait découvrir les conséquences de la place du sexe des personnes dans leur vie sociale, et l'étudier dans des sociétés différentes, ou à diverses époques. En parallèle, il s'agissait de revenir sur la manière dont la domination masculine a réussi à occulter l'existence et le rôle des femmes dans l'histoire. Enfin, on voulait réhabiliter la place dans l'histoire qu'ont tenue les personnes dont la sexualité ne correspondait pas à la norme. Cette norme étant la relation sexuelle entre un homme et une femme, la relation dite hétérosexuelle.

Malheureusement, la manière dont ces travaux sont réalisés, en séparant ces préoccupations complètement des autres questions sociales, en les délimitant sans aucune connexion avec l'étude globale de la société, va rapidement poser problème.

On commence bien, à voir que la domination des femmes, par exemple, n'est en rien quelque chose de naturel, que c'est une construction, dans la pratique, de la société qui assigne aux femmes certains comportements, et du coup certaines psychologies différentes de celles des hommes. Mais au lieu d'en conclure, comme l'avait fait par exemple le courant révolutionnaire socialiste de la fin du 19^{ème} siècle, qu'il était légitime de lutter contre tous les aspects de cette domination masculine, en lien avec la lutte sociale pour en finir avec la société même du capitalisme, certains vont chercher au contraire à isoler la question du sexe, ou du genre.

En soi, l'idée que le genre est différent du sexe est riche de possibilités et d'ouvertures, dans la mesure où elle permet de développer une notion nouvelle. Mais elle va le faire d'une manière séparée, séparée en particulier des idées socialistes qui, depuis le 19^{ème} siècle avaient milité pour un changement complet de la condition faite aux femmes. Au contraire, les mouvements de la fin du 20^{ème} et du début du 21^{ème} siècle vont prétendre trouver dans l'idée de genre un moyen de s'engouffrer dans une sorte de brèche qu'ils auraient découverte, et qui leur permettrait d'obtenir une place dans le monde tel qu'il est, sans avoir à remettre en cause l'ensemble de la société.

L'idée est la suivante : d'accord, chacun de nous, à la naissance, dispose d'un sexe anatomique, qui est féminin pour les unes, masculin pour les autres. Mais, puisque la société

donne des places, des comportements différents, et que ce n'est pas la nature qui les a donnés, on doit être libre de changer de genre.

Ainsi, un humain qui dispose, sans l'avoir voulu, d'un sexe anatomique masculin, peut avoir envie, ou se sentir, plutôt féminin : on dira alors qu'il se veut, ou même qu'il est, du genre féminin. Une apparence de miracle est ainsi opérée : en distinguant la vie mentale, le psychisme, de la réalité anatomique, on multiplie les catégories, on semble casser toute la construction sociale basée, elle, sur deux seules catégories. On peut en effet être de sexe masculin et de genre masculin, de sexe masculin et de genre féminin, et de même de sexe féminin et d'un genre ou l'autre.

Il y a une telle focalisation sur cette idée séparée du genre que le changement de genre finit pas sembler paraître une nouvelle forme de libération.

DE L'IDEE DE GENRE A LA PRATIQUE TRANSGENRE

Des difficultés vont cependant se produire, quand des personnes vont vouloir faire rentrer dans le monde réel, dans leur propre corps, ou celui de leurs enfants, cette idée de genre.

Les *drag queen* sont ainsi des transgenres qui imitent les stéréotypes d'une féminité exacerbée, tandis que les *drag king* en font autant avec les stéréotypes masculins. Certains parlent alors de "libération", de dépassement des conventions sociales. En fait, il s'agit de les inverser et les souligner.

La philosophe Elisabeth Roudinesco donne une description de certains problèmes de ce que peut vouloir dire demander à la chirurgie de changer un sexe anatomique.

« Aujourd'hui, avant de pouvoir bénéficier (donc de cette opération) d'une réassignation hormono-chirurgicale, le transsexuel (celui qui veut changer son sexe anatomique) doit subir pendant deux ans une évaluation permanente ; il doit aussi effectuer un bilan psychiatrique prouvant qu'il n'est ni schizophrène ni atteint d'amputomanie, c'est-à-dire d'une volonté délirante de procéder à l'ablation d'une partie saine de son corps (jambe, bras, pénis).

« Au terme de cette épreuve, le patient sera autorisé à suivre un traitement antihormonal : anti-androgénique pour l'homme, avec épilation électrique, progestatif pour la femme. Viendra alors l'intervention chirurgicale : castration bilatérale et création d'un néo-vagin chez l'homme, ablation des ovaires et de l'utérus chez la femme, accompagnée d'une phalloplastie (construction par chirurgie d'un pseudo organe ressemblant à un pénis). Quand on sait, conclut Roudinesco, que le traitement hormonal doit durer toute la vie et que le transsexuel opéré ne connaîtra jamais, jamais, muni de tels organes, le moindre plaisir sexuel. »

Un autre exemple est montré dans le film de M. Vaqué-Marti *Jeunesse en (re)transition* (1h10). Une fille de 14 ans se sent être un garçon. Avec le soutien de sa mère, elle va entamer un traitement hormonal. Assez vite, sa voix devient grave. Ne supportant pas sa poitrine, une opération chirurgicale la lui enlève. Mais, vers l'âge de 20 ans, cette fille trans se remet en cause, et décide d'arrêter cette transformation. Seulement, la voix ne peut plus changer. Certaines transformations peuvent être réversibles, d'autres non.

Est-ce pour éviter cette solution très problématique, les transsexuels vont revendiquer de pouvoir être considérés comme ayant leur identité de genre, sans avoir besoin de procéder à une opération de transformation de leur corps. Le terme de transsexuel est abandonné pour être, lui aussi, remplacé par celui de transgenre. Et les transgenres revendiquent donc que leur identité soit reconnue à l'état civil. C'est-à-dire que leur carte d'identité indique le genre choisi, et non pas la réalité anatomique.

Mais, nouvelle difficulté : cette liberté dans le choix du genre va ouvrir la possibilité pour certains de revendiquer de pouvoir changer de genre quand ils le souhaitent. Donc, un transgenre peut être homme ou femme quand il le décide. Une simple cérémonie plus ou moins apparentée à un rite de passage suffit.

Pour Roudinesco, certaines intersexualisations sont une tragédie. Car, opérés ou non, ces humains resteront « *des deux sexes* ». Ceux qui sont opérés resteront infertiles, sans l'avoir choisi. « *Quand on sait que de nombreux enfants déclarent volontiers être d'un genre qui ne correspond pas à leur anatomie, les garçons se déguisant en filles et les filles en garçons -phénomène banal-, on ne peut qu'être révolté, écrit-elle, à l'idée de leur distribuer des bloqueurs de puberté et d'autres hormones nocives, alors même que la plupart du temps, rien ne permet de les classer d'emblée dans la catégorie des transsexuels, des « dysphories de genre » ou des transgenres avant qu'ils aient atteint au moins l'âge de la majorité sexuelle par la loi à quinze ans* ».

On s'aperçoit également, qu'entre 2010 et 2018, aux Etats-Unis, le nombre de demande de « transition », de changement de genre, a augmenté de plus de 200%, sous l'influence des réseaux sociaux. Le « *Transgender Heaven* », qu'on peut traduire par paradis transgenre, invite les adolescents en détresse à réclamer une transition, : « *Être transgenre, c'est la solution pour cesser de te sentir une merde* ».

Cette perméabilité, si l'on peut dire, du genre, sa flexibilité, va aussi se heurter aux normes sociales en place. Roudinesco donne cet exemple : « *En 2004, Raymond a épousé Nicole, qui a accouché d'une fillette. Au fil des années, mécontent de son anatomie, Raymond a entamé sa transition pour devenir civilement une femme sous le prénom de Julie, sans pour autant avoir modifié ses organes génitaux. Avec l'accord de Nicole, il veut être la mère de sa fille. Mais plus encore, il conçoit un deuxième enfant (Victor), comme le lui permet son anatomie masculine. Aussi est-il à la fois le père biologique de ce garçon et sa mère sociale, épouse et époux de Nicole et potentiellement mère adoptive de sa première fille* ».

Il y a en tout cas un point positif à cette nouvelle manière de voir les choses. C'est que les homosexuels, qui étaient classés dans les maladies psychiatriques, vont sortir de ce domaine. En 1973, après un débat houleux, l'Américain Psychiatric Association (APA) décide

de rayer l'homosexualité de la liste des maladies mentales. Cela dit, une lutte menée sur des bases plus élargies aurait sans doute pu aussi obtenir ce résultat.

En attendant, le remplacement du mot "sexe" par le mot genre va devenir de plus en plus fréquent un peu partout. Une forme de puritanisme y contribue. On préfère ne plus parler de sexe, de sexualité. Au lieu de « homosexualité » on dira « gay » et « lesbienne ».

Mais le piège construit dès le départ par cette manière de considérer les problèmes, en isolant chaque catégorie, chaque minorité sexuelle, chaque identité sexuelle, va se refermer. « *Il fallait s'y attendre, écrit Roudinesco (...) Partout, désormais, les femmes lesbiennes les plus radicalisées dénoncent les hommes gays, jugés aussi coupables de domination masculine que les "mâles dominants hétérosexuels". En conséquence, elles appellent à un séparatisme au terme duquel les hommes doivent, en tant qu'homme, être exclus de la communauté humaine* » ;

Elle donne l'exemple, en France, de l'élue écologiste au Conseil de Paris Alice Coffin, qui, dans son livre *Le Génie lesbien* (Grasset 2020), écrit à propos des « hommes blancs » : « *Il ne suffit pas de nous entraider, il faut, à notre tour, les éliminer. Les éliminer de nos esprits, de nos images, de nos représentations. Je ne lis plus les livres des hommes, je ne regarde plus leurs films, je n'écoute plus leurs musiques (...) Les productions des hommes sont le prolongement d'un système de domination. Elles sont le système. L'art est une extension de l'imaginaire masculin. Ils ont déjà infesté mon esprit. Je me préserve en les évitant. (...) Je me ferais un plaisir de tirer sur les hommes blancs, seigneurs, saigneurs et leurs méfaits.* »

LGBTQIA+

Mais la logique identitaire continue son œuvre. Aux gays et aux lesbiennes, s'ajoutent ensuite celles et ceux qui pratiquent ou se revendiquent des deux pratiques sexuelles, homosexualité et hétérosexualité : ce sont les bisexuels. D'où l'acronyme qui commence par ces quatre lettres : LGBT, pour lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels. Acronyme qui va continuer à s'étendre, jusqu'à LGBTQIA+, avec les nouveaux signes indiquant les communautés queer, intersexe et asexuel.

De quoi s'agit-il ? Le terme *Queer* signifie en anglais louche, bizarre, tordu ; ce mot a longtemps été utilisé pour insulter les homosexuels. Les victimes l'ont retourné, en le revendiquant. Cette fois, il y a au moins une idée fédératrice au lieu de l'idée de communauté séparée des autres. La « *nation queer* » se veut représenter toutes les sexualités dites minoritaires.

Malheureusement, la *nation queer* crée une nouvelle division, mais sur un autre terrain que la sexualité. Elle accepte toutes les minorités sexuelles sauf les Blancs. Elle s'estime en effet victime d'une oppression "*blanche et hétérosexuée*". Subirait cette oppression une nation donc faite de noirs, colorés, chicanos, migrants, colonisés, etc. Cette vision a obtenu un assez grand succès dans les meilleures universités américaines. Pour Roudinesco, cette théorie queer va donner naissance à « *une infinité de réflexions novatrices* »

sur l'identité sexuelle, au point d'ailleurs qu'elle se révéla incontournable dans de nombreuses disciplines : sociologie, littérature, psychanalyse, psychologie, histoire, philosophie, biologie, etc".

Autre problème avec les *queer*. C'est que seules les personnes en question, noirs, migrants, colonisés, etc. reconnues par cette "*nation queer*", sont habilitées et reconnues capables d'étudier et d'écrire sur leur condition. Enseigner le genre implique d'avoir vécu soi-même l'une des expériences sexuelles que l'on prétend comprendre et expliquer. Une personne qui se fait elle-même objet de recherche et uniquement par celles ou ceux qui ont le même comportement, le même point de vue, donc les mêmes limites, en interdisant donc à d'autres de prétendre y réfléchir et y apporter la moindre critique, on semble être totalement sorti de toute méthode scientifique.

C'est ainsi que la biologiste américaine Anne Fausto-Sterling déclare que ses expériences sexuelles étaient fondamentales dans ses recherches. Elle avait vécu une partie de sa vie en tant qu'hétérosexuelle, puis une autre comme homosexuelle, trouvant enfin une nouvelle identité dans une période de « transition ». L'une des idées à laquelle elle tenait était de prouver que le « flou sexuel », le *queer* de la sexualité, n'était pas seulement quelque chose de vécu, de culturel, mais que la réalité biologique de la sexualité elle-même était une réalité physiologique.

Pour cela, elle va s'appuyer sur l'existence des êtres hermaphrodites, qui disposent des deux sexes à la fois, et s'appuyer sur les différences entre les hermaphrodites à dominante masculine pour certains, à dominante féminine pour d'autres. Et elle en conclut, avec un côté un peu provocateur, à l'existence non pas de deux sexes, homme et femme, mais de cinq sexes possibles : homme, femme, herm (hermaphrodite véritable), merm (pseudo-hermaphrodite masculin), fem (pseudo-hermaphrodite féminin).

Voilà donc pour ce qui est du Q de LGBTQIA+. Il nous reste à examiner le I, le A et le +. Le I est l'initiale de Intersexe. Sont appelés ainsi, par l'ONU, les personnes chez qui soit le taux d'hormone, soit la forme des organes génitaux, ne correspondent pas à la situation habituelle chez l'homme ou la femme. Cela peut affecter aussi la pilosité, la distribution des graisses, le développement mammaire, la masse musculaire. Pour simplifier, disons que ce terme remplace celui plus ancien d'hermaphrodite. Il y aurait 1,7% de la population qui serait donc Intersexe.

Enfin, le A est l'initiale de Asexualité. On parle d'asexuel pour quelqu'un qui n'est attiré sexuellement par personne. Mais on ne considère pas comme asexuelle une personne qui décide volontairement de ne pas avoir de relation sexuelle.

Le lexique du monde des genres comprend d'autres termes encore, comme cisgenre, dyadique ou non-binaire. Une personne est cisgenre lorsque son attirance sexuelle correspond à son anatomie et ses organes sexuels. Une personne est dite dyadique si elle n'est pas intersexe ; c'est donc tout le monde sauf les hermaphrodites. Enfin, une personne non-binaire – nous allons en trouver une bientôt- est quelqu'un qui n'est ni strictement homme, ni strictement femme, mais soit entre les deux, soit un mélange, soit aucun des

deux. 16 pays au monde reconnaissent ce genre, ou permettent la mention de « troisième sexe » sur l'état civil.

Il existe en France une fédération LGBTI. La Gay Pride est un moment festif, qui rappelle par certains aspects les carnivals du Moyen Âge. Les premières communautés ayant obtenu quelques succès sur certains droits, les autres les ont suivi sur la même voie et avec la même vision communautaire : droit au mariage, droit à la procréation, droit à la transmission des biens, condamnation légale des persécuteurs. En clair, on réclame la fin de toute discrimination. Tout cela est légitime, mais on le fait, communauté par communauté, et sans remettre en cause les fondements de la société, y compris de la société patriarcale.

La philosophe Judith Butler a été de celles ou ceux qui ont poussé le plus loin la réflexion *queer*. Philosophe américaine, elle a travaillé sur le genre et sur les injustices sociales. Lesbienne et non-binaire (ni strictement femme, ni strictement homme), juive et antisioniste (elle a qualifié le Hamas et le Hezbollah de mouvements de résistance après le 7 octobre 2023), elle s'appuie sur sa position personnelle pour discuter sexualité. Pour elle, la cause trans est une manière de subversion contre l'ordre établi, puisqu'elle remet en cause ses normes. Roudinesco nous dit que pour elle, « *les comportements sexuels marginaux et "troublés", transgenrisme, travestisme, transsexualisme, etc. ne seraient rien d'autre que des manières de contester l'ordre dominant : familialiste, paternalocentriste, hétéronormé, etc.* ».

#METOO

En octobre 2017, un mouvement nouveau, #MeToo (en anglais Moi Aussi) structuré sur les réseaux sociaux, apparaît aux Etats-Unis, et s'étend rapidement. Il s'agit de dénoncer publiquement les actes de viol ou de violence sexuelle qu'ont eu à subir les femmes. Selon certains, le mouvement existait dès 2007. Il est largement repris dans les grands médias avec l'affaire Harvey Weinstein, l'un des leaders de l'industrie du cinéma américain, en 2017. S'y ajoute une colère rentrée qui existe depuis l'année précédente, lorsque le candidat à l'élection présidentielle, Donald Trump, accusé d'agressions sexuelles, avait déclaré « *Quand on est un homme célèbre, on peut tout faire, on peut les attraper par la chatte* ».

En France, dans la suite de ce mouvement, la journaliste Sandra Muller lance sur Twitter, ancêtre de X, « *#BalanceTonPorc !! toi aussi raconte en donnant le nom et les détails d'un harcèlement sexuel que tu as connu dans ton boulot. Je vous attends.* »

On a des chiffres sur les violences sexuelles et sur les viols. En 2023, le total s'est élevé en France à 114 000 déclarations ; dans ce chiffre, près de 20 000 (17%) sont des viols. Un peu plus de la moitié des violences sexuelles sont faites sur des mineures. Un quart de ces violences sexuelles ou viols se sont produits dans la famille. Mais une enquête de victimation, où l'on sonde cette fois une part de l'ensemble de la population générale, au-delà donc des chiffres qui parviennent à la police, indique que seulement 2% des personnes entre 18 et 74 ans portent plainte, 6% dans le cas de viol. Les chiffres réels seraient donc à multiplier par seize pour les viols, par cinquante pour les autres agressions sexuelles.

De plus, la justice est très loin de suivre les dépôts de plainte. Entre 2017, début du mouvement MeToo et 2022, les plaintes pour violences sexuelles hors cadre familial ont augmenté de 75%. Mais les condamnations pour la même période, elles, n'ont augmenté que de 14%. On peut aussi rapprocher le chiffre reconnu par la police de 20 000 viols annuels avec celui des condamnations pour viol par la justice, qui avoisine les 1200 condamnations.

Enfin, si l'on cherche à déterminer l'impact de MeToo, on observe ceci : dix ans avant MeToo, le nombre de condamnations pour viol était en France de 1650 en 2007 ; il baisse assez régulièrement, année après année, jusqu'en 2016, où il est descendu à 1003 condamnations. MeToo arrive donc en 2017, et là le chiffre des condamnations annuelles ne bouge plus, jusqu'en 2019 ; il baisse sensiblement en 2020, du fait du Covid, puis connaît une hausse sensible pour monter en 2021 et 2022 autour de 1200 condamnations (Ministère de la justice).

Sur un plan plus général, le journal *le Monde* a tenté de faire un bilan de MeToo après cinq années d'existence, en 2022. Aux Etats-Unis, suite aux dénonciations faites par des femmes dans divers domaines, dirigeants d'entreprise, responsables politiques, acteurs, artistes, journalistes, universitaires, sportifs, 201 responsables avaient été éjectés de leur poste suite aux accusations, et la moitié d'entre eux remplacés par des femmes.

Mais nombre d'affaires ont été conclues par un accord financier avec l'accusé, permettant l'annulation de la plainte. Pire, des acteurs qui en ont les moyens, comme Johnny Depp ou Bill Crosby vont se payer des avocats pour contre-attaquer leurs éventuelles victimes, les condamnant en diffamation, ce qui va décourager nombre de femmes par la suite.

En France, selon une enquête Ipsos menée en 2021, quatre ans après MeToo donc, parmi les jeunes hommes de 18 à 24 ans, seuls 59% d'entre eux considèrent comme un viol le fait de forcer la partenaire à avoir un rapport sexuel alors qu'elle le refuse ; un quart estiment que "*beaucoup de femmes prennent du plaisir à être forcées*" ; et 37% pensent qu'elles apprécient d'être "*humiliées et injuriées*" (extraits du *Monde* 26/10/2024, *D'aix à Mazan, la longue bataille des idées sur le viol*).

Aux Etats-Unis, le mouvement a obtenu que, dans un certain nombre de milieux, comme les universités, des conférences obligatoires sur le consentement sont mises en place, des personnels sont formés pour écouter les victimes, des professionnels de santé pour examiner les victimes de viol.

Sur le lieu de travail maintenant, selon une étude menée en entreprise en 2018 par une professeure de management à l'Université du Colorado, « *les formes les plus choquantes de harcèlement sexuel ont diminué* ». Le nombre de femmes se déclarant agressées ou harcelées sur le lieu de travail, serait passé de 25 à 16% en deux ans. Mais elle constate en même temps une dégradation des relations entre hommes et femmes au travail, et une montée de l'hostilité à l'égard des femmes. (*Le Monde*, 5 au 7 octobre 2022). Enfin, une loi est adoptée par le Congrès qui interdit aux entreprises de mettre dans leur contrat une obligation de renoncer à une poursuite en justice en cas d'agression sexuelle sur le lieu de

travail. Car jusque-là, les salariés pouvaient se voir imposer un contrat de travail obligeant à passer par une instance de médiation de l'entreprise, avec clause de confidentialité.

La philosophe Roudinesco est assez critique sur le mouvement MeToo : « *la confession publique n'est pas un progrès en soi. Jamais une explosion de rage, fût-elle nécessaire, ne devrait devenir un modèle de lutte contre les inégalités et les maltraitances. Et si nul ne peut nier les exigences d'un droit fondé sur des preuves et le respect de l'intimité, cela veut dire aussi que les usagers des réseaux sociaux ne sauraient se substituer aux magistrats pour jeter en pâture à l'opinion publique des bourreaux ou des criminels* ».

Cette position est en partie discutable. Les explosions de rage, par définition, ne sont pas des actes maîtrisés, contrôlés, et pouvant se produire d'une manière la plus civilisée ou la plus correcte. Une personne ou un groupe qui réagissent ainsi ont accumulé en eux des raisons de se révolter, de crier ce qu'ils ou elles doivent supporter, ce qu'ils ou elles ont supporté, sans qu'il y ait eu réaction de la part du reste de la société. L'explosion a donc lieu comme elle peut, et nous serons, nous, toujours du côté de la révolte, y compris si elle a été destructrice. Pour nous, c'est l'ordre social en place qui en est le responsable essentiel.

Par contre, une action organisée et réfléchie ne doit certainement pas s'appuyer sur la délation publique. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'immense majorité des résistants qui ont été saisis et exécutés par les nazis l'ont été suite à des dénonciations. Les méthodes que nous choisissons d'utiliser ont autant d'importance que le but qu'elles se donnent. La fin ne justifie pas n'importe quel moyen.

Nombre de femmes se sont réjouies au vu de la publicité faite autour du mouvement MeToo. On peut les comprendre. Malheureusement, si ce mouvement a sans doute pu sincèrement ébranler la manière de considérer les femmes parmi certaines fractions de la population masculine, tout laisse à penser que pour une probable majorité, ce n'est pas une nouvelle vision de la femme qui a prévalu. Mais plutôt une plus grande méfiance envers les femmes. Ces hommes-là peuvent tout à fait avoir juste appris qu'ils doivent tenir compte de la crainte d'un procès, ou de la perte d'une réputation. Ils en tireront d'abord pour conclusion la nécessité de vérifier par exemple la présence ou pas de témoin éventuel ou d'une preuve à leurs agissements.

Il faut enfin souligner que MeToo s'en est pris presque uniquement au harcèlement sexuel dans la sphère publique, dans des domaines limités relativement fermés, d'un statut social plutôt élevé : milieux du cinéma, des médias, par exemple. Or, l'on sait que l'immense majorité des violences sexuelles se déroule dans la sphère privée, dans l'intimité des couples. Les chiffres, hélas constants des féminicides, le rappellent, car ils sont majoritairement commis par le conjoint de la victime ou un ex-conjoint.

Le fond de la question est que MeToo se base sur la menace de sanction pour tenter d'obtenir un changement dans le comportement masculin, il ne cherche pas à gagner une conviction profonde, ce qui est d'ailleurs bien aléatoire dans le cadre de la société actuelle.

UNE CRITIQUE DU FEMINISME CONTEMPORAIN

Séparer la question des femmes de la remise en question de la société capitaliste elle-même, c'est ce qu'ont progressivement fait les mouvements féministes après les années 1970.

Un combat féministe sans la conscience et la volonté d'en finir avec le capitalisme ne peut que se dévoyer vers une recherche d'intégration dans le capitalisme, au lieu de son élimination. Et, paradoxalement, un tel combat féministe, qui oublie la lutte contre le capitalisme, s'il peut réussir à obtenir certains succès apparents, immédiats, aide au final le système à se perpétuer, et à perpétuer avec lui ses règles et ses fonctionnements quotidiens, de domination, de hiérarchie, de rapports de force.

Même lorsque certaines lois prétendent lutter pour une certaine égalité, les idées de hiérarchie, de domination, finissent toujours par trouver, dans la vie pratique, un chemin où elles continuent de se réaliser, malgré la loi. On le voit avec le racisme aux Etats-Unis, toujours fortement présent, des dizaines d'années après les lois civiles de 1964, qui annonçaient la fin de toute forme de ségrégation ou de discrimination, fondée sur la race, la couleur, la religion, le sexe, ou l'origine nationale. Car le fondement de la société américaine, c'est évidemment l'exploitation capitaliste, et qui dit exploitation dit domination.

Le résultat de ces lois en a été l'intégration dans les couches petites bourgeoises et peut-être même, dans une moindre mesure, dans la haute bourgeoisie américaine, de certaines minorités ségréguées, sans que cela ne change la structure de l'ensemble de la société, profondément clivée et hiérarchisée en d'innombrables strates de domination. Peu de chance dans ces conditions, avec une idée présente partout de domination, avec une mise en valeur permanente de la capacité à monter dans les hiérarchies, peu de chance donc pour que la domination, raciale ou sexuelle, disparaisse.

Autre preuve, en France cette fois, avec les demandes faites et refaites à l'Etat sur la question des salaires. Cela fait des dizaines d'années que celui-ci proclame des lois censées imposer l'égalité des salaires entre hommes et femmes. Les lois ont beau être promulguées, la force des idées et des pratiques de hiérarchie et de domination inhérentes au monde capitaliste, cette force est telle qu'elle trouve encore et toujours des moyens de contourner la loi, et les salaires des hommes et des femmes restent marqués par le sceau de l'inégalité. En France, l'écart de salaires net en équivalent temps plein est de 13,9% en 2022. Notez que les mots Exploitation et Domination ne sont jamais mentionnés par la loi.

Le mensuel *Courant Alternatif*, édité par l'Organisation communiste libertaire (OCL), a publié une série d'articles sur cette évolution du féminisme entre octobre 2019 et janvier 2020, sous la signature de Vanina, articles repris ensuite dans un livre *Où va le féminisme ?* (Acratie 2020).

« On est ainsi passé, écrit l'auteure, des luttes contre la hiérarchie et la domination, qui portaient en elles la critique radicale des rapports de pouvoir, à une valorisation du moi-sujet et à une problématique de l'identité tournée vers la recherche obstinée de la différence.

On le voit, conclut-elle, le postmodernisme a surgi à point nommé pour les tenants du système : il vise à nous convaincre d'accepter comme une fatalité une société dont toutes les sphères et tous les aspects de la vie sont dominés par les échanges commerciaux (...) et de nous y fondre en nous consacrant au consumérisme et à une libération personnelle plutôt que collective ».

Suite aux idées que nous avons évoquées plus haut, émises par Judith Butler et les universités américaines, reprises en France par Christine Delphy, ces féministes se sont détournées des femmes réelles, qui vivent dans un monde mixte, et se sont intéressées au contraire, nous l'avons vu, aux exceptions que sont les autres sexualités. Elles ont d'ailleurs critiqué les mouvements des années 1970, leur reprochant d'avoir une vision binaire (homme/femme) dépassée. Elles se sont basées sur l'idée de genre, et l'ont ensuite combinée avec d'autres critères possibles d'oppression, la race, l'âge, la validité, le niveau d'étude..., en excluant la classe sociale.

Dans la pratique, on a vu des coups être donnés par les tenants d'une identité contre une autre. Ainsi, les militantes occidentales vont être accusées par le mouvement décolonial d'être des « *bourgeoises blanches du Nord* ». Pour se défendre, celles-ci vont puiser dans les idées d'intersectionnalité, et vont mettre l'étiquette « écoféministes » -à l'intersection du féminisme et de l'écologie- aux luttes pour l'environnement qui peuvent être menées par des femmes indigènes du tiers monde.

Les luttes menées avec comme base la notion de genre vont se révéler être des luttes pour une meilleure intégration dans la société existante, sans la changer ou la remettre en cause. L'idée d'exploitation est effacée, et si elle est encore présente, elle se retrouve être présentée comme une oppression comme une autre, à égalité avec celles liées à la race, à la religion, au fait d'être handicapé, etc. Or, l'exploitation est la base fondamentale du système social en place. Elle est absolument intouchable, et elle peut très bien s'accommoder d'aménagements concernant la religion, le sexe, le genre, la race ou tout ce que l'on veut.

Le MLF, le Mouvement de Libération des Femmes des années 1970, rappelle Vanina, « *n'a pas seulement lutté pour le droit des femmes à disposer de leur corps et pour de nouvelles avancées les concernant sur le plan civique : il s'est attaqué à toutes les structures hiérarchiques de la société en dénonçant l'omnipotence du mari, du père, du patron ou de l'Etat. Il a fait ressortir le contrôle et la répression de la sexualité féminine, ou l'absence des femmes dans l'Histoire. Il a revendiqué pour elles une autonomie à la fois individuelle (libérée du carcan moral que les religions leur imposent) et collective (échappant à l'emprise des partis et syndicats). Il a contesté les fondements mêmes du système : la famille et l'école (...), l'Eglise, pour son discours sur la procréation (mariage, fidélité, devoir, obéissance...); l'armée, pour entre autres sa mission de « faire un homme » d'un homme ; la justice, la prison. »* Le féminisme actuel n'a plus grand-chose à voir.

Vanina souligne le fait qu'une inégalité s'est aggravée au sein du monde des femmes. D'un côté, les femmes des classes populaires sont de plus en plus frappées par la précarité ou le chômage. Tandis que, d'un autre côté, des femmes de classes sociales moyennes intègrent en plus grand nombre les universités. Les universités, critiquées en 1968, ne le sont

plus pour leur fonction de formatage des esprits. Au lieu de quoi, c'est là que se sont formées des castes de spécialistes du « genre », bénéficiant d'un certain statut social.

Le coup de boutoir final à cette évolution aura été donné avec la fin de l'URSS. Celle-ci elle a permis aux classes dirigeantes d'étouffer à grande échelle les idées révolutionnaires, l'espoir d'un changement de la société elle-même, balayant du même coup les références à la classe ouvrière ou aux classes sociales de manière générale. Et cela a entraîné jusqu'aux militants d'extrême gauche ou libertaires à reprendre, en tout ou partie, les nouvelles idées du genre.

« Plutôt que de persister dans une lutte collective contre la domination masculine, écrit Vanina, les femmes ont massivement opté pour une démarche d'intégration en espérant parvenir par ce biais à une ascension sociale et à la réduction des inégalités entre les sexes. Avec le résultat que l'on sait : aujourd'hui, elles sont en moyenne plus diplômées que les hommes (et majoritaires dans des secteurs comme l'éducation, la justice ou la presse), mais elles gagnent en moyenne moins qu'eux. Et la précarité touche en priorité les cheffes de famille monoparentales, "reines" des emplois du temps partiel ».

En France, les gouvernements de gauche ont soutenu ces évolutions identitaires. Ils ont mis en avant des sujets dits « *sociétaux* », pour mieux effacer la question sociale. Les gouvernements Jospin (1997-2002) puis la présidence Hollande (2012-2017) vont ainsi récupérer des mots d'ordre de 1968 pour les tordre. Ils répondent à l'égalité des sexes par la parité dans les mandats électoraux et les fonctions électives (loi de 1999). Ils satisfont la revendication de reconnaissance des diverses sexualités par une loi contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle (1985), par la reconnaissance juridique du couple homosexuel avec le PACS (loi du 15 novembre 1999) et par le « *mariage entre personnes de même sexe* » (loi du 7 mai 2013).

Même l'énorme indignation qui s'est exprimée avec le mouvement MeToo ne dépasse pas ces limites. Pour Vanina, « *cette dénonciation a traduit en premier lieu la volonté de femmes qui appartiennent aux classes moyennes et supérieures de pouvoir mener leur carrière en paix. Le désir d'une libération collective exprimé voici quatre décennies par le MLF est ainsi réduit aujourd'hui à celui d'une autonomie individuelle et d'une affirmation de soi (...) qui laisse l'organisation sociale inchangée et s'accompagne d'une demande d'intervention des pouvoirs publics en tous domaines (comme une meilleure prise en charge des femmes victimes de viol, trop souvent réduite à "plus de fric pour plus de flics", ou la répression contre leurs agresseurs)* ».

Pour elle : « *nombre de féministes aux idées libérales ou progressistes veulent gagner les sphères supérieures de la société pour avoir la même part de gâteau que les hommes appartenant à ces sphères. Leur objectif, c'est l'empowerment, -mot qui peut être traduit aussi bien par émancipation, autonomisation ou responsabilisation- en premier lieu pour ce qui concerne leur propre ascension sociale. Au grand jeu de l'individualisme et de l'intégration, conclut-elle, des femmes vont l'emporter, mais il restera une majorité de perdantes – l'appartenance sociale établissant la frontière entre les deux.* »

L'orientation actuelle des mouvements féministes est majoritairement traversée par un sentiment d'hostilité envers les hommes. Mais certaines femmes, et certains hommes également, pensent que la lutte pour l'émancipation des femmes n'est pas incompatible avec un rapport chaleureux entre femmes et hommes. Ainsi, la militante anarchiste américaine Emma Goldman (1869-1940) parle *"du plus grand trésor de la vie : l'amour pour un homme"* ou, pour une femme *"du plus glorieux de ses privilèges : le droit de mettre un enfant au monde"*. Elle va jusqu'à insister : *"si l'émancipation féminine partielle doit se transformer en une émancipation complète et véritable de la femme, c'est à condition qu'elle fasse litière de la notion ridicule qu'être aimée, être amante et mère, est synonyme d'être esclave ou subordonnée. Il faut qu'elle se débarrasse de l'absurde notion du dualisme des sexes, autrement dit que l'homme et la femme représentent deux mondes antagoniques"* (*La tragédie de l'émancipation féminine*).

Pour conclure sur cette question sexuelle, on peut dire que, de toute façon, un changement de société ne pourra se produire sans la participation et l'adhésion la plus active des femmes, de la masse des femmes populaires. Et cela se prépare aujourd'hui par le maintien de l'idée d'un changement de la société, de sa nécessité, alors que c'est précisément cette idée que les identitaires effacent.

L'EMANCIPATION DES FEMMES ET LA REVOLUTION SOCIALE

Nous sommes dans une société de hiérarchie et de domination, la société capitaliste. Et tant que nous aurons à subir ce fonctionnement social, le vieux comportement masculin de domination sur la femme sera sans cesse alimenté et réalimenté par le fonctionnement quotidien de cette société. La manière de considérer la femme restera empreinte de l'idée d'une nécessaire domination. Et l'on aura beau multiplier les textes de lois, affiner telle ou telle définition du viol, aucun texte ne pourra, par exemple, interdire à un homme, au cours d'une relation sexuelle tout à fait consentie, d'affirmer sa domination par un geste intime, un moment de violence dans le rapport, dont il n'y aura ni trace ni preuve.

Voilà pourquoi la lutte contre cette société de domination, la lutte pour un changement de société, est indissociable de la lutte des femmes pour une égalité, non pas seulement sur les droits ou les salaires, mais pour que femmes et hommes en arrivent à se sentir et se considérer effectivement égaux, que chacun considère l'autre dans sa tête comme un égal. Cela n'est possible largement que dans un monde dont la règle est l'égalité, et non pas la domination de chacun par un autre.

Là où le mouvement féministe a raison, c'est que la domination masculine date de bien avant la société capitaliste. On en trouve même des indices dans au moins une partie, peut-être même une majorité des sociétés premières. Une lutte, un combat sur ce plan sera donc à maintenir au-delà de la lutte contre le capitalisme.

Mais serons-nous vraiment dans une meilleure situation après une révolution sociale qui en aura fini avec le capitalisme ? On pourrait le penser puisque la société pourra s'orienter vers une réduction des inégalités, vers une autre vision de la hiérarchie, donc vers

un recul de la domination. On pourrait le penser aussi parce que, dans le monde capitaliste, tout est marchandise, tout est possession, propriété. Et nombre de rapports hommes-femmes (mais aussi de rapports hommes-hommes, femmes-femmes) sont imprégnés de cette notion : "tu m'appartiens", "je t'appartiens".

Un monde communiste sera ouvert à la possibilité d'effacer de cette conception : non, aucun être humain n'appartient à un autre, y compris au sein de la famille. Pour toutes ces raisons, on peut penser que la lutte pour la cause des femmes, si elle restera d'actualité au lendemain d'un renversement du capitalisme, devrait pouvoir se mener dans de bien meilleures conditions.

Malheureusement, on a aussi des raisons de ne pas croire à une modification aussi magique. En effet, si on observe ce qui se passe sur le plan des rapports hommes-femmes aux lendemains de la Révolution russe de 1917, que voit-on ?

Alexandra Kollontaï (1872-1952), ministre (exactement Commissaire du peuple) dans le gouvernement issu de cette révolution, a beaucoup travaillé sur cette question. Pour elle, *"l'approche des relations conjugales comme d'un acte grossièrement sexuel"*, c'est un héritage de la société bourgeoise. Kollontaï veut préconiser, en particulier pour la jeunesse, *"une diversité spirituelle liant fermement chaque membre isolé du collectif ouvrier, de façon sincère et spirituelle, à de nombreux autres camarades, hommes et femmes, augmentant ainsi la somme des sentiments et des émotions d'amour et de sympathie de toute l'humanité"*. Lénine réagit défavorablement à cette idée, car il craint qu'elle n'encourage une sexualité brute, purement physiologique, qui serait une nouvelle forme de ce qu'il appelle le *"bordel bourgeois"*.

Kollontaï lui répond en disant que la conception bourgeoise de la sexualité doit *"être remplacée par toute une gamme d'émotions amoureuses saines et joyeuses, qui enrichissent les relations conjugales"*. Pour elle, il faut accepter et reconnaître ce qui est simplement naturel dans l'acte sexuel, lui enlever toute trace de culpabilité, pour pouvoir l'élever à un niveau supérieur d'un simple assouvissement. *"Le développement d'émotions saines et vives dans l'amour lui-même"* suscitera le développement de *"liens spirituels plus solides"*.

Mais dans un premier temps, la jeune URSS est confrontée à la guerre civile, les relations érotiques sont sans âme, sans les émotions profondes dont parle Kollontaï. *"Seules les femmes restent au village. Les troupes de l'Armée Rouge entrent dans le village. Des relations libres se développent entre les soldats et les femmes"*. *"La femme va avec l'homme volontairement parce qu'elle est attirée par lui, écrit Kollontaï, et il n'y a chez elle aucune pensée d'un gain matériel possible"*. Puis les soldats s'en vont, ne laissant qu'un enfant à naître ou une maladie vénérienne.

Travaillant ensemble, combattant ensemble, un sentiment de camaraderie, une amitié sincère, s'établit aussi. Et sans doute est-ce déjà un pas considérable, comparé à la situation que connaissaient les femmes dans la paysannerie d'avant la révolution. Selon Kollontaï, un changement est en cours chez les femmes, qui va se poursuivre après la fin de la guerre civile : *"Instinctivement, spontanément, elle cherche à obtenir que s'instaure dans l'amour la même camaraderie, la même reconnaissance mutuelle qui sont la base des*

rapports entre tous les membres, écrit-elle avec le langage du moment, d'une collectivité pénétrée d'idéologie prolétarienne".

Seulement voilà, poursuit-elle, cette avancée du côté des femmes n'est pas vraiment suivie du côté des hommes : *"Le changement de base dans les rapports entre les sexes a d'abord concerné les femmes. Il n'a touché les hommes qu'extérieurement (...) : dîner froid à cause du travail de la femme, bouton non recousu, nécessité de "garder les enfants" pendant que la femme a une réunion de déléguées"* , voilà surtout ce qui affecte les hommes.

Sans doute, l'état catastrophique de délabrement et de misère qui suit la guerre civile pèse lourdement. En tout cas, Alexandra Kollontaï constate: *"L'homme apporte encore dans les rapports amoureux entre sexes tout le bagage légué par les survivances périmées de la culture bourgeoise, tandis que la femme puise ses besoins et ses sentiments dans l'idéologie prolétarienne"*. Une révolution psychologique reste donc à faire dans les esprits.

Malheureusement, l'expérience soviétique s'arrête là, car la bureaucratisation et le stalinisme pointent déjà leur nez. Et les idées de Kollontaï seront bientôt censurées. Mais on entrevoit tout de même qu'il faut s'attendre à une lutte à mener, au lendemain d'un renversement de la bourgeoisie. L'on peut néanmoins espérer que cette lutte ne sera pas sans fin, car le poids de la domination, et celui de la propriété privée, ne seront plus là pour alimenter les vieilles obsessions et manières de voir.

2- LA QUESTION COLONIALE

L'INTERSECTIONNALITE

Partie aux Etats-Unis de la question féminine, une nouvelle idée, l'intersectionnalité (terme à ne pas confondre avec intersexualité ou intersexe, qui, on l'a vu, rappelle l'idée d'hermaphrodite), va surgir et nourrir largement le monde des partisans des visions et des analyses fondées sur l'identité. Au tout départ, le terme d'intersectionnalité est proposé par une universitaire américaine, elle-même noire, -on dit aux Etats-Unis qu'elle est afro-américaine-, Kimberlé Williams, en 1989. Pour elle, la parole des femmes noires n'est pas entendue dans le monde même des féministes. Elle en déduit que la question de la race n'est pas prise en compte, qu'il faut donc croiser -d'où le terme d'intersection- la question de la race ou du racisme et la question du sexe ou du genre.

Kimberlé Williams va plus loin. Elle décide de mettre carrément de côté la notion de classe sociale. Elle explique en effet que les inégalités entre classes sociales ne sont que des "*conséquences des différences sexuelles et raciales*".

Et voilà le monde universitaire, capable d'écrire tout et son contraire, parti sur ce qu'il considère et présente comme une nouvelle voie d'émancipation et de libération. En quelques années, se découvrent invisibilisées, comme les femmes noires donc, les femmes trans au sein des mouvements féministes, les femmes au sein des mouvements d'immigration, les personnes non valides qui combattent les dérives policières, etc. Et toutes ces vulnérabilités reflètent des intersections entre le racisme et le sexisme, entre le sexisme et le classisme -l'appartenance à une classe sociale-, etc.

L'intersectionnalité arrive en France autour de l'année 2000. Elle est immédiatement critiquée et combattue, en particulier par l'historien Gérard Noiriel, spécialisé dans l'histoire de l'immigration, Stéphane Beaud, qui étudie les milieux populaires, Michel Pialoux, qui a travaillé avec Beaud. Leur critique vise l'importance donnée à l'identité dans cette vision des oppressions. Ils expliquent que ces thèses vont servir à promouvoir certaines identités contre d'autres. Pour eux, l'essentiel est qu'elles effacent et abandonnent la notion de classe sociale. Noiriel souligne que l'identité ethnique, en particulier, est susceptible de devenir un véritable bulldozer, qui va écraser tous les autres facteurs, et en particulier les facteurs économiques.

Il est vrai qu'aux Etats-Unis, la notion de classe sociale est assez peu utilisée et peu reconnue, tant le matraquage a fonctionné pour répéter qu'elle a peu d'importance, pas plus en tout cas que la race, l'ethnie ou le sexe.

En France, la philosophe Stéphanie Roza va tenter de démontrer, dans *La Gauche contre les Lumières*, que la plupart des préjudices vécus par les femmes noires ne sont pas vraiment dus à une discrimination ni de race ni de genre, mais qu'ils sont dus avant tout, directement, à la pauvreté, et qu'un autre être humain de même niveau de pauvreté s'en plaindrait avec les mêmes mots.

Mais les idées identitaires trouvent preneurs en France. Ainsi de la féministe Françoise Vergès, descendante d'une famille de propriétaires d'esclaves à la Réunion, qui se dit "*décoloniale*". Militante donc pour un féminisme décolonial, elle s'en prend à ce qui est pour elle un féminisme blanc européen, dont il faudrait se libérer pour donner la parole aux "*femmes racisées*". Et elle préconise donc d'ajouter la question coloniale à la question raciale pour l'intégrer au discours intersectionnel.

Nous allons revenir plus en détail sur ces idées "*décoloniales*". Disons déjà au sujet de l'intersectionnalité qu'avec cette manière de catégoriser les oppressions, on met sous le tapis la question sociale, on refuse de s'attaquer à la cause première de l'immense majorité des injustices et des oppressions. Pire, on isole diverses catégories parmi les prolétaires eux-mêmes, selon telle ou telle identité intersectionnelle. On les fragmente en groupes différents avec comme conscience de subir des oppressions différentes les unes des autres. Si on leur donne une conscience commune, c'est en les opposant à des opprimés qui devraient être leurs alliés, celles et ceux qui ont la peau blanche.

LES ETUDES DECOLONIALES

Avant d'aborder les études décoloniales, il nous faut déjà distinguer entre deux mots qui semblent proches : décolonial et postcolonial.

Les études "post-coloniales" sont tout simplement les études qui visent à comprendre les héritages laissés par le colonisateur dans ses anciennes colonies. Dans le cas de la Grande-Bretagne, en étudiant donc les Etats-Unis (une ancienne colonie anglaise), l'Inde, le Moyen-Orient. Ce sera l'ancien Empire français dans le cas de la France, avec Edward Saïd, Frantz Fanon, notamment, qui vont dénoncer la violence de la colonisation, décortiquer le discours de l'impérialisme et les valeurs qu'il promeut.

Les études "décoloniales" sont un peu plus difficiles à définir. C'est qu'elles dérivent du féminisme décolonial, que nous avons évoqué avec Françoise Vergès. Contrairement aux études post-coloniales, pour les "décoloniaux", ce sont les situations actuelles qu'il s'agit de critiquer, en y retrouvant les effets des temps ouvertement coloniaux.

Si les études intersectionnelles nous proviennent à l'origine des universités d'Amérique du Nord, les études décoloniales nous viennent, elles, d'Amérique du Sud. On y trouve des sociologues, anthropologues ou philosophes argentin, colombien, vénézuélien, portoricain, etc.

Ainsi, pour le sociologue péruvien Anibal Quijano (décédé en 2018) la race est l'instrument de domination sociale le plus efficace qui a été inventé depuis 500 ans. D'après lui, ce sont les colonisateurs européens qui ont imposé l'idée de race pour classer les populations, et s'assurer la domination sur les autres. Il y a donc eu d'un côté les "blancs", ceux qui détiennent les pouvoirs, et de l'autre, les "indiens" (aujourd'hui appelés autochtones), ou les "noirs", les dominés.

Pour Quijano et les autres décoloniaux, les choses ne se sont pas arrêtées avec la décolonisation. Pas du tout. Pour eux, les "blancs" ont continué d'utiliser leur pouvoir pour organiser la distribution mondiale des échanges, du travail, de l'économie, toujours donc en faveur des Occidentaux. Pour Quijano, c'est le système capitaliste blanc qui détient le pouvoir. Selon Wikipedia, Quijano considère que *"le pouvoir est structuré en relations de dominations, d'exploitation et de conflits entre acteurs sociaux qui se disputent le contrôle des quatre milieux fondamentaux des êtres humains : le sexe, le travail, l'autorité collective et l'intersubjectivité/subjectivité. Cette distribution du pouvoir est détenue par le pouvoir colonial de manière consciente et intentionnelle. L'idée de colonialité du pouvoir divise le monde entre dominés et dominants et transporte les relations de domination de l'ère coloniale au présent"*.

Pour le philosophe colombien Santiago Castro-Gomez et le sociologue américain d'origine porto-ricaine Ramon Grosfoguel, la race est un élément qui a contribué à former l'accumulation du capital. Le racisme et la race sont donc les bases du capitalisme, elles ont contribué à construire le monde actuel.

Les décoloniaux cherchent donc à prouver que le racisme est le résultat d'un processus colonial, qu'il est une arme du capitalisme, arme qui lui était indispensable, y compris pour accumuler le capital. On peut déjà leur faire remarquer que la colonisation ne permet pas toujours d'expliquer le racisme. Le racisme antiRoms ou le racisme anti-Turcs en France, le racisme anti-Polonais en Allemagne, n'ont pas été précédés par une colonisation.

En considérant, aussi bien aux Etats-Unis qu'en France, que le racisme est structurel, ou encore systémique, les nouveaux antiracistes disent que le racisme est quelque chose qui est subi par la population, que c'est quelque chose qui provient d'en haut, de l'Etat lui-même, qui reste en fait "colonial". Ce n'est pas notre avis, et cela change bien des choses sur la manière de combattre le racisme.

La bourgeoisie et son système capitaliste n'ont pas un absolu besoin du racisme, pour maintenir et faire perdurer leur système d'exploitation. Il se trouve qu'ils héritent, historiquement, lorsqu'ils se mettent à la direction de la société, de mondes où le racisme existe déjà, et ils s'aperçoivent, c'est assez évident, que c'est une manière de voir qui peut considérablement les aider. Ils ne vont donc pas le combattre, ils vont au contraire l'utiliser.

Lorsque le capitalisme du 19^e siècle se retrouve en pleine expansion, en Europe, et qu'il a un important besoin de main d'œuvre, pour ses usines, pour peser sur les salaires en jouant d'une concurrence plus facile à exploiter, il ne le fait pas par racisme ou en choisissant les populations sur des critères racistes. Il le fait sur des critères économiques. C'est pourquoi il va chercher sa main d'œuvre au plus près : en France même, pour commencer, dans diverses provinces du pays ; ensuite, dans les pays frontaliers ; enfin dans son empire colonial.

Ensuite, c'est la concurrence qui, de fait, est imposée au sein de la population, entre travailleurs locaux et travailleurs immigrés. C'est cette concurrence, pour l'emploi, pour le salaire, pour le logement, qui va développer un racisme populaire. Qu'ensuite les patrons se

mettent à l'utiliser, les médias à le soutenir, évidemment, mais ce racisme n'a pas été imposé d'en haut au départ.

Les Lumières, que nous avons déjà évoquées et qui devaient ouvrir la voie à l'édification de nouveau monde bourgeois, avaient un contenu foncièrement antiraciste. Lorsqu'il n'y a pas de concurrence économique, il n'y a pas de racisme. Ainsi, sous l'Ancien Régime, les rares Noirs qui pouvaient se retrouver sur le territoire européen n'avaient pas à subir un racisme de la part de la population. Mais ils en subissaient un de la part des élites, hérité lui, de l'esclavage en cours dans certaines colonies.

Quand Marx parle du racisme, il le présente comme quelque chose qui est utilisé, une fois présent, par la bourgeoisie. A propos des tensions qui existent entre ouvriers anglais et irlandais, il explique que "*l'antagonisme est artificiellement entretenu et renforcé par la presse, les prêches anglicans, les journaux satiriques, bref par tous les moyens qui sont à la disposition des classes dominantes*" (Lettre de Karl Marx à Siegfried Mayer et August Vogt, 9 avril 1870).

De même, voici comment Abraham Léon, dans *La Conception matérialiste de la question juive*, présente les origines de la flambée de l'antisémitisme dans l'Europe centrale des années 1920-1930 : "*L'antisémitisme montra le plus clairement ses racines à Vienne, un des grands centres de l'immigration juive avant la première guerre impérialiste. La petite bourgeoisie, ruinée par le développement du capitalisme des monopoles et en voie de prolétarianisation, fut exaspérée par l'arrivée massive de l'élément juif, traditionnellement petit-bourgeois artisanal. (...) La catastrophe économique de 1929 rendit la situation des masses petites-bourgeoises sans issue. L'encombrement dans le petit commerce, l'artisanat, les professions intellectuelles, prit des proportions inaccoutumées. Le petit bourgeois considérait avec une hostilité croissante son concurrent juif dont l'habileté professionnelle, résultat de siècles de pratique, lui permettait souvent de traverser avec plus de bonheur les "temps difficiles"*".

Et Léon conclut : "*Il est donc faux d'accuser le grand capital d'avoir fait naître l'antisémitisme. Le grand capital ne fit que se servir de l'antisémitisme élémentaire des masses petites-bourgeoises. Il en fit une pièce maîtresse de l'idéologie fasciste*".

Le racisme est certes utilisé par le grand capital, mais ce n'est pas là qu'il apparaît. Il apparaît, au sein des masses populaires et petites-bourgeoises, du fait de la concurrence économique. Si cela était vrai en 1930, ça le reste, selon nous, aujourd'hui.

Penser que le racisme vient du haut de l'Etat, cela nous conduirait à viser l'Etat pour le combattre, et cela nous conduirait à nous adresser à la population en expliquant que le racisme vient d'en haut. Notre langage, nos arguments, n'auraient alors aucune chance de toucher la population, si c'est en son sein que naît, que se trouvent les racines du racisme. Nous avons nous-mêmes constaté une montée nette du racisme dans la classe ouvrière même, dans les années 1990. Même une organisation comme Lutte Ouvrière a longtemps refusé de voir la montée de ce phénomène.

LES ANTICOLONIALISTES FRANÇAIS AU TEMPS DES COLONIES, CESAIRE, FANON

La manière des décoloniaux actuels de poser les problèmes se trouve à mille lieues de celles que pouvaient avoir les militants qui se battaient contre le colonialisme du temps de la colonisation.

Voici d'abord quelques extraits de la manière dont le Martiniquais Aimé Césaire posait le problème en 1955, dans son *Discours sur le colonialisme*. Il avait adhéré au PCF en 1945, puis il l'a quitté en 1956, suite d'une part au rapport Khrouchtchev dont il juge la déstalinisation ambiguë, mais aussi pour dénoncer un PCF qui vient de donner les pleins pouvoirs au socialiste Gut Mollet, pour réprimer brutalement le soulèvement algérien débuté en 1954.

Parlant de la dite civilisation française qui prétend remplacer celles dites barbares en Afrique ou en Asie, Aimé Césaire s'exclame : *"On me parle de civilisation, je parle de prolétarianisation et de mystification. (...) C'étaient des sociétés communautaires, jamais de tous pour quelques-uns. C'étaient des sociétés pas seulement anti-capitalistes, comme on l'a dit, mais aussi anti-capitalistes. C'étaient des sociétés démocratiques, toujours. (...) Je fais l'apologie systématique des sociétés détruites par l'impérialisme."*

"C'est une société nouvelle qu'il nous faut, avec l'aide de tous nos frères esclaves, créer, riche de toute la puissance productive moderne, chaude de toute la fraternité antique. Que cela soit possible, l'Union soviétique nous en donne quelques exemples..."

Plus loin, il dénonce un écrivain de l'époque, Roger Caillois. *"Sa doctrine ? Elle a le mérite d'être simple. Que l'Occident a inventé la science. Que seul l'Occident sait penser ; qu'aux limites du monde occidental commence le ténébreux royaume de la pensée primitive"*. Et il lui répond : *"Il reste (...) quelques menus faits qui résistent. Savoir l'invention de l'arithmétique et de la géométrie par les Egyptiens. Savoir la découverte de l'astronomie par les Assyriens. Savoir la naissance de la chimie chez les Arabes. Savoir l'apparition du rationalisme au sein de l'Islam à une époque où la pensée occidentale avait l'allure furieusement prélogique"*.

Puis Césaire en vient à la belle idée bourgeoise de nation : *"C'est un fait : la nation est un phénomène bourgeois... Mais précisément, si je détourne les yeux de l'homme pour regarder les nations, je constate qu'ici encore, le péril est grand ; que l'entreprise coloniale est, au monde moderne, ce que l'impérialisme romain fut au monde antique : préparateur du désastre et fourrier de la Catastrophe : Eh quoi ? Les Indiens massacrés, le monde musulman vidé de lui-même, le monde chinois pendant un bon siècle souillé et dénaturé ; le monde nègre disqualifié (...) ; tout ce bousillage, tout ce gaspillage (...) La vérité est que, dans cette politique, la perte de l'Europe elle-même est inscrite, et que l'Europe, si elle n'y prend garde, périra du vide qu'elle a fait autour d'elle."*

Et il conclut son essai par ce cri social : *"Le salut de l'Europe n'est pas l'affaire d'une révolution dans les méthodes ; (...) c'est l'affaire de la Révolution ; celle qui, à l'étroite tyrannie d'une bourgeoisie déshumanisée, substituera, en attendant la société sans classes,*

la prépondérance de la seule classe qui ait encore mission universelle, car dans sa chair elle souffre de tous les maux de l'histoire, de tous les maux universels : le prolétariat".

Un autre militant anticolonialiste de cette période, Frantz Fanon, a peut-être été encore plus radical dans sa critique du colonialisme français et européen. Il est aussi l'un des auteurs de l'idée de "négritude", terme destiné à rendre sa fierté à ceux que l'on nomme alors avec mépris les "noirs".

Son texte de 1961 *Les damnés de la terre* présente une vision globale des émancipations, démontre l'absolue nécessité de mettre en avant la question sociale sur toutes les autres, et n'hésite pas à en appeler à ceux que les décoloniaux rejettent, "les blancs", pour soutenir le combat anticolonial.

Loin de se limiter à la seule question noire, Frantz Fanon cherche une perspective à l'ensemble de l'humanité. Il écrit : *"L'exploitation capitaliste, les trusts et les monopoles sont les ennemis des pays sous-développés. Par contre, le choix d'un régime socialiste, d'un régime tout entier tourné vers l'ensemble du peuple, basé sur le principe que l'homme est le bien le plus précieux, nous permettra d'aller plus vite, plus harmonieusement, rendant de ce fait impossible cette caricature de société où quelques-uns détiennent l'ensemble des pouvoirs économiques et politiques au mépris de la totalité nationale".*

Concernant les partis nationalistes, pourtant à la mode en cette période, Fanon ne fait pas de concession : *"Nous avons vu que, dans les partis nationalistes, la volonté de briser le colonialisme fait bon ménage avec une autre volonté : celle de s'entendre avec lui".* Et il ne fait pas de cadeaux aux dirigeants de ces partis : *"L'intellectuel colonisé a investi son agressivité dans sa volonté à peine voilée de s'assimiler au monde colonial. Il a mis son agressivité au service de ses intérêts propres, de ses intérêts d'individus. Ainsi prend facilement naissance une sorte de classe d'esclaves libérés individuellement, d'esclaves affranchis*

Fanon appelle les masses pauvres à se méfier des catégories sociales les plus aisées, qui sont en train d'arriver au pouvoir, dans les pays qui accèdent à l'indépendance, en cette année 1961 : *"La grande erreur, le vice congénital de la majorité des partis politiques dans les régions sous-développées a été, selon le schéma classique, de s'adresser en priorité aux éléments les plus conscients : le prolétariat des villes, les artisans et les fonctionnaires, c'est-à-dire une infime partie de la population qui ne représente guère plus de un pour cent".*

Fanon est même conscient de l'existence et des limites de ce que nous appelons l'aristocratie ouvrière, dans les pays coloniaux : *"On l'a maintes fois signalé : dans les territoires coloniaux, le prolétariat est le noyau du peuple colonisé le plus choyé par le régime colonial. Le prolétariat embryonnaire des villes est relativement privilégié. Dans les pays capitalistes, le prolétariat n'a rien à perdre (...), dans les pays coloniaux, il est celui qui, éventuellement, aurait tout à gagner. Dans les pays coloniaux, le prolétariat a tout à perdre. Il représente en effet la fraction du peuple colonisé nécessaire et irremplaçable pour la bonne marche de la machine coloniale : conducteurs de tramways, de taxis, mineurs, dockers, interprètes, infirmiers, etc... Ce sont ces éléments qui constituent la clientèle la plus fidèle des*

partis nationalistes et qui par la place privilégiée qu'ils occupent dans le système colonial constituent la fraction "bourgeoise" du peuple colonisé".

Cette analyse est assez remarquable, même si elle oublie l'existence d'une aristocratie ouvrière dans la métropole. En tout cas, il va s'avérer que ce sont ces couches et celles des milieux intellectuels également relativement privilégiés, qui vont former et faire accepter dans ces pays, une trajectoire à la fois capitaliste et soumise à l'impérialisme.

Ce n'est qu'avec la mondialisation, qui s'élancera seulement une vingtaine ou une trentaine d'années plus tard, qu'un autre prolétariat va se développer dans un certain nombre de ces pays anciennement coloniaux. C'est à ce moment-là que l'on peut considérer que se trouve dans ces pays la grande majorité de la masse ouvrière, de la base ouvrière potentiellement révolutionnaire, à l'échelle du monde.

S'il se méfie du prolétariat colonial, Fanon ne verse pas pour autant dans la paysannerie, comme a pu le faire Mao en Chine : *"L'histoire des révolutions bourgeoises et l'histoire des révolutions prolétariennes ont montré que les masses paysannes constituent souvent un frein à la révolution. (...) Les colonialistes utilisent d'ailleurs cette opposition dans leur lutte contre les partis nationalistes. Ils mobilisent les montagnards, les blédards contre les gens de la ville. Ils dressent l'arrière-pays contre les côtes, ils réactivent les tribus. (...) Les partis politique (nationalistes) n'arrivent pas à implanter leur organisation dans les campagnes. Au lieu d'utiliser les structures existantes pour leur donner un contenu nationaliste ou progressiste, ils entendent, dans le cadre du système colonial, bouleverser la réalité traditionnelle (...) Ils ne vont pas à la rencontre des masses. Ils ne mettent pas leurs connaissances théoriques au service du peuple mais ils tentent d'encadrer les masses selon un schéma a priori. Aussi, de la capitale, vont-ils parachuter dans les villages des dirigeants inconnus ou trop jeunes qui, investis par l'autorité centrale, entendent mener le douar ou le village comme une cellule d'entreprise. "*

Fanon souligne l'importance essentielle de la question sociale, y compris par rapport à la question nationale. Ainsi, quand il parle des lendemains de l'indépendance : *"Le peuple découvre que le phénomène inique de l'exploitation peut présenter une apparence noire ou arabe. Il crie à la trahison, mais il faut corriger ce cri. La trahison n'est pas nationale, c'est une trahison sociale. Il faut apprendre au peuple à crier au voleur. Dans son cheminement laborieux vers la connaissance rationnelle le peuple devra également abandonner le simplisme qui caractérisait sa perception du dominateur."*

Enfin, contrairement aux décoloniaux qui rejettent le moindre soutien des Blancs à leur cause, Fanon, sans être non plus un doux rêveur sur l'attitude des Blancs, ne rejette pas l'idée qu'ils puissent être acceptés comme un soutien à la lutte contre le colonialisme et pour changer le monde : *"Il est clair que nous ne poussons pas la naïveté jusqu'à croire que cela se fera avec la coopération et la bonne volonté des gouvernements européens. Ce travail colossal qui consiste à réintroduire l'homme dans le monde, l'homme total, se fera avec l'aide décisive des masses européennes qui, il faut qu'elles le reconnaissent, se sont souvent ralliées sur les problèmes coloniaux aux positions de nos maîtres communs. Pour cela, il faudrait d'abord que les masses européennes décident de se réveiller, secouent leurs cerveaux et*

cessent de jouer au jeu irresponsable de la belle au bois dormant". (Les Damnés de la terre, pages 42, 70, 75, 80 à 82, 104)

LA FRANCE DECOLONISEE

La France a entrepris de mener sa décolonisation au tournant des années 1960. Mais bien des séquelles l'ont obligée à se soucier de certaines conséquences de cette colonisation.

Déjà en 1972, une loi sanctionne les comportements qui provoqueraient *"à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée"*. Cette loi en renforce une autre qui datait de 1881 sur la liberté de la presse, qui punissait la diffamation raciste *"d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 1000 F à 1 million de francs"*.

En 1990, la loi Gayssot (Parti communiste français) ajoute à la loi de 1972 un délit de négationnisme, le fait de nier l'existence de la Shoah, le génocide des Juifs, ou d'un autre génocide. Puis, au cours des années 2000, une série de lois va reconnaître un certain nombre de violences d'Etat. En 1995, le président Jacques Chirac reconnaît la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des Juifs sous le gouvernement Pétain. En 2001, la France reconnaît le génocide arménien de 1915 par l'Etat turc. Puis la loi Taubira (Parti socialiste) reconnaît en 2001 la traite négrière et l'esclavage comme étant des crimes contre l'humanité. Mais, en réaction inverse et conservatrice à cette loi, Douste-Blazy est à l'initiative d'une loi en 2005 qui porte *"reconnaissance de la Nation à l'œuvre accomplie dans les anciens départements français (Algérie, Maroc, Tunisie, Indochine)"*.

Sur ces questions, Aimé Césaire donnait sa position, en 2001, en critiquant certains aspects de ce genre de lois : *"Il est déjà très important que l'Europe en soit venue à admettre la réalité de la traite des nègres, ce trafic d'êtres humains qui constitue un crime. Mais je ne suis pas tellement pour la repentance ou les réparations. Il y a même, à mon avis, un danger à cette idée de réparations. Je ne voudrais pas qu'un beau jour l'Europe dise : "Eh bien, voilà le billet ou le chèque, et on n'en parle plus !" Il n'y a pas de réparation possible à quelque chose d'irréparable et qui n'est pas quantifiable. Reste que les Etats responsables de la traite des nègres doivent prendre conscience qu'il est de leur devoir d'aider les pays qu'ils ont ainsi contribué à plonger dans la misère. De là à vouloir tarifer ce crime contre l'humanité..."*

De son côté, l'historien Benjamin Stora, spécialiste de l'histoire du Maghreb, souligne ce que ne mentionne pas la loi, à savoir qu'il y a eu en France, chez les "Blancs" donc, des gens qui se sont opposés à la colonisation : *"Ce qui me semble capital, dit Stora, c'est la transmission de la mémoire des luttes anticoloniales. Or, malheureusement on assiste à une sorte d'effacement de la mémoire de ceux qui n'ont pas accepté l'histoire de la colonisation. Des hommes politiques français se sont opposés, depuis le 19^e siècle jusqu'aux indépendances politiques. Mais aussi de grands intellectuels, comme Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Henri Alleg ou Paul Ricœur, ou encore les militants du Parti communiste qui ont combattu contre la guerre d'Indochine, ou également des personnages républicains*

comme Clémenceau, des intellectuels catholiques comme André Mandouze ou Pierre-Henri Simon, des responsables de communautés juives ou musulmanes... Il y a une mémoire qui doit être préservée et transmise aux jeunes générations. Si on ne transmet pas cette mémoire du refus de ce qu'a été cette période, on a le sentiment d'une France homogène qui aurait accepté de tout temps le principe de la colonisation".

Si on oublie toutes ces oppositions, et d'autres encore à des niveaux plus simples, même si elles ont été limitées, au sein de la population, on donne raison aux décoloniaux d'Amérique latine ou de France.

LES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE

En janvier 2005, une militante décoloniale franco-algérienne, Houria Bouteldja et un militant tunisien, Sadri Khiari, docteur en sciences politiques, né dans une famille communiste où le père a été secrétaire général de l'UGTT, lancent ensemble un appel signé "*Les Indigènes de la République*". Ils dénoncent les discriminations dont sont "*victimes les minorités ethniques*" en France, et ils proclament "*la France a été un Etat colonial (...) (elle) reste un Etat colonial*".

Pour ce nouveau groupe, la race existe bel et bien : "*Comme le capital produit des classes, comme le patriarcat produit les genres, le colonialisme européen produit des races*". La militante décoloniale Françoise Vergès s'enthousiasme pour les Indigènes. Mais comme il lui faut bien, en tant qu'intellectuelle, revenir sur les antiracistes et les militants du passé puisqu'ils avaient un tout autre point de vue, la voilà qui accuse Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir d'être les représentantes d'un colonialisme... inconscient. Et de dénoncer, en cœur avec Les Indigènes, le féminisme blanc, occidental, oppressif ou "civilisationnel" -entendez par là qui veut imposer la manière de voir de la civilisation blanche.

Quelqu'un comme Clémentine Autain apporte sa signature à l'appel des Indigènes, avant de la retirer quand c'est cette fois Tariq Ramadan qui le signe à son tour. De son côté, Caroline Fourest juge qu'il s'agit un entrisme intégriste, en clair d'un mouvement pro-islamiste. Lors de manifestations en 2008 et 2009, les Indigènes arborent une banderole de soutien au Hamas. Et en octobre 2023, lors de l'attaque du Hamas sur Israël, le parti des Indigènes publie sur Twitter : "*Que la Résistance palestinienne qui mène son action avec détermination et confiance dans des conditions héroïques reçoive en ces heures terribles toute notre fraternité militante. La Palestine vaincra, et sa Victoire sera la nôtre*". Le message, qui ne mentionne donc pas le Hamas, est accompagné d'un dessin de combattants du Hamas en ULM qui pénètrent le territoire israélien.

Sans les boussoles du marxisme, nombreux semblent désorientés par cette apparition. Mais si l'on sait l'importance, le sens d'un point de vue basé sur l'histoire des classes sociales, on voit très vite, presque instinctivement, qu'il y a, derrière les discours des Indigènes, une volonté de brouiller la question des classes sociales, et de rechercher une manière de poser la question des injustices tout autrement, sur une base d'identité.

Si le marxisme se fonde sur les classes sociales, c'est qu'il ambitionne de vouloir comme avenir à l'humanité un changement des bases du système capitaliste, essentiellement fondé sur des classes sociales et l'exploitation de certaines classes par d'autres. Les Indigènes sont très radicaux en paroles, sur la forme, mais sur le fond, ils n'ambitionnent absolument pas de changer la société. Ils ambitionnent au mieux d'améliorer le sort fait à une minorité, celle des musulmans, en visant l'obtention d'un sort meilleur, mais toujours dans le cadre capitaliste.

Houria Bouteldja explique : "*Dans la naissance du mouvement des indigènes, il y a d'abord un contexte très général : la place des immigrés, de l'immigration en France, la façon dont on en parle (...). Le fait que les immigrés ne sont jamais des citoyens à part entière, le déni d'une citoyenneté depuis toujours*". Et elle en conclut cette nécessité : "*Il faut rééduquer le reste de la société, la société occidentale*" sur le passé colonial de la France.

Pour nous qui sommes marxistes, et qui fondons notre espoir sur une conscience et des idées d'avenir au sein des populations les plus opprimées, les idées des Indigènes sont un poison alléchant, une drogue dangereuse. Car elles opposent les catégories opprimées des musulmans, en particulier la base ouvrière musulmane, qui existe réellement en France, aux ouvriers non musulmans. Et elle les associe, potentiellement, sans avoir besoin de le dire, au petit monde déjà existant d'une jeune bourgeoisie maghrébine intégrée au capitalisme français.

Le choix de Bouteldja l'amène à une attitude communautariste. En 2016, au cours d'un débat dans l'émission télévisée *Ce soir (ou jamais !)*, elle dit ceci au sujet d'une éventuelle relation amoureuse entre un Arabe et un Français blanc : "*L'idéologie selon laquelle les couples mixtes, la rencontre de deux cultures, c'est beau, est vraiment pourrie. (...) Il y a des rapports de domination entre les cultures. Entre l'Algérie et la France, le contentieux historique est trop fort et le rapport de domination traverse ces couples mixtes et leurs enfants. Est-ce qu'il sera plutôt musulman ou plutôt français ? Est-ce qu'il va manger du porc ou pas ? Dans quelle culture on va les élever ? Il y a des processus de soumission de l'un à l'autre qui vont se mettre en place. Tu vas avoir ceux qui vont surinvestir le religieux ou ceux qui vont surinvestir la blancheur*".

Ce à quoi le politologue Thomas Guénolé lui répond : "*Donc les noirs avec les noirs, les Arabes avec les Arabes, les blancs avec les blancs. D'un point de vue technique, pour suivre votre idée, il faudrait faire des lois raciales.*"

En 2016 encore, Bouteldja publie un ouvrage - *Les Blancs, les Juifs et nous : vers une politique de l'amour révolutionnaire*. Elle y opère une séparation qui se veut définitive entre deux parties de la société : les Blancs et les Juifs d'un côté, les Indigènes de l'autre. On peut y comprendre que Les Blancs, colonialistes comme anticolonialistes, sont tous des assassins, que les Juifs sont devenus les adeptes de la blancheur oppressive, qu'ils se nourrissent de la Shoah pour mieux opprimer les Palestiniens.

Enfin, Bouteldja est d'un conservatisme affligeant : "*J'appartiens à ma famille, à mon clan, à mon quartier, à ma race, à l'Algérie, à l'islam. J'appartiens à mon histoire et si Dieu*

veut, j'appartiendrai à ma descendance. Lorsque tu te marieras, in cha Allah, tu diras Ana khitt ou oueld ennass hii. Alors tu seras à ton mari".

C'est pour dénoncer cette politique dangereuse que, fin 2005, année de l'apparition des Indigènes, *L'Ouvrier* a publié un numéro consacré à cette question, sous le titre *Racisme : la seule communauté qui vaille, l'union des démunis* (N° 161 daté du 11/9/2005). En voici quelques extraits :

"C'est parce que l'Etat est du côté des riches, et que les immigrés sont pauvres, qu'ils ont l'Etat contre eux. Envers les immigrés des milieux bourgeois, l'Etat est tout à fait respectueux. Alors, ceux qui dénoncent l'Etat comme raciste lui rendent au fond un bon service, en ne dénonçant pas l'essentiel, ce parti pris. L'Etat capitaliste peut mettre à sa tête plus de personnalités d'origine immigrée. Il n'en sera pas pour autant plus doux avec les pauvres."

"Chaque communauté reflète aussi l'injustice de la société, elle a ses pauvres, ses riches, et ses dirigeants. Et ceux-ci savent jouer du passé commun, du passé douloureux. Mais ils ne peuvent réussir qu'à faire monter une petite partie de leur communauté dans la société telle qu'elle est, socialement injuste. On nous dit que c'est cela, la "réussite". Triste réussite, où l'on se retrouve dans le camp des exploités..."

"Alors, il faut d'autant plus se méfier des dirigeants que l'on est de la même communauté, et plus ému par leurs paroles, car il faut du recul pour réfléchir. Il n'y aurait pas de solution ? Pas moyen de vivre enfin en toute égalité et fraternité ? Si, mais en donnant sa confiance de préférence à ceux dont la générosité va jusqu'à défendre tous les opprimés, et à des gens modestes."

Mais, encore une fois, dans le monde de ces intellectuels bien éloignés des milieux populaires, on va trouver des Ludivine Bantigny (maitresse de conférences en histoire, puis enseignante dans le secondaire), Annie Ernaux (agrée de lettres modernes, prix Nobel de littérature), Isabelle Stengers (philosophe et historienne des sciences), Christine Delphy (sociologue et féministe), qui vont faire de Bouteldja un nouveau Frantz Fanon ou un nouvel Aimé Césaire.

Les Indigènes se sont formés en parti politique en 2010 : le P.I.R. (Parti des indigènes de la république). Selon le journaliste Christophe Bourseiller, s'y sont retrouvés des militants trotskystes du NPA et des islamistes proches des Frères musulmans.

Notre avis est qu'un militant musulman qui ne milite que pour défendre les musulmans, un militant noir qui ne milite que pour la cause noire, une militante femme qui ne milite que pour la cause des femmes, et ainsi de suite, ces gens et leurs causes peuvent souvent être soutenus, mais ils ne sont pas pour autant socialistes, au sens d'avant 1914 (et la trahison des dirigeants socialistes qui ont soutenu la guerre, qu'ils avaient promis de combattre avant qu'elle soit déclarée). Un avenir réellement neuf ne peut être construit que sur la base d'autres idées que celle des diverses identités, et de leurs mouvements identitaires.

LE CRAN

En 2005, la même année où sont apparus les Indigènes de la République, a été fondé le CRAN, Conseil représentatif des associations noires. Subissant sans doute la pression identitaire, c'est cette fois dans les milieux proches des hauts sommets du monde politique, que naît cette organisation. Mais elle conserve encore une vision plutôt universaliste, avec les héritages de Fanon ou de Césaire, sans chercher donc à faire des Blancs les adversaires irréductibles des Noirs. Leur première réunion publique se tient à l'Assemblée nationale.

C'est un militant membre du parti de droite UDF, Patrick Lozès, originaire du Bénin, qui en est à l'initiative. Son projet est d'imiter plus ou moins le travail des institutions juives en France, qui lui semblent obtenir des succès, avec la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des Juifs, par exemple. Mais Patrick Lozès n'a sans doute pas vu que la question juive est complètement biaisée, et ceci à l'échelle de l'Europe.

C'est que tous les Etats européens, ou presque, et pas seulement les nazis allemands, ont participé à l'holocauste de la Seconde Guerre mondiale, l'extermination de 5 à 6 millions de Juifs d'Europe, 40% de la population juive mondiale. Tous les dirigeants européens ont donc ce passé accablant sur la conscience, et 80 ans plus tard, ils ressentent encore cette tache. C'est parfois dans leur famille encore vivante que se trouvent des responsables politiques de cette époque. C'est pour cela qu'ils traitent, tous, la question juive tout autrement que celle des autres minorités religieuses. C'est pour cela qu'ils protestent si fort quand la communauté juive se sent attaquée, même si leur protestation peut aussi être hypocrite, parfois même camoufler un vieux fond d'antisémitisme.

On peut rétorquer, à cette particularité de comportement pour la question juive, que les traites négrières ne valaient pas mieux que le génocide des Juifs, et qu'elles étaient également le fait des puissances européennes. C'est totalement vrai. Les traites négrières européennes, avec 12 millions d'Africains déportés -qui se sont ajoutés à la traite négrière arabe, estimée par certains historiens à 17 millions- ont affecté tout un continent. Mais voilà, les dirigeants européens se permettent d'exonérer de leur esprit tout reste de responsabilité. Les vieilles familles d'armateurs de Bordeaux, de Nantes, de Liverpool, se fichent de cette histoire comme de l'an 40.

Mais cela aussi pourrait changer. En octobre 2024, lors du sommet annuel des 56 Etats du Commonwealth anglais, a été posée aux dirigeants anglais la question de réparations demandées à Londres pour le commerce transatlantique d'esclaves. Elles ont été chiffrées à 18 000 milliards de livres (21 500 milliards d'euros), censées compenser la richesse que l'Empire britannique a accumulé sur le dos de 14 pays. La réponse du Premier ministre britannique a été catégorique : "*Nous ne payons pas de réparations (...). Nous ne présentons pas d'excuses au sommet du Commonwealth, mais nous continuerons de collaborer avec nos partenaires sur ces questions, tout en travaillant avec eux pour relever les défis urgents d'aujourd'hui et des générations futures*"

La différence de traitement avec l'holocauste juif réside sans doute dans l'existence de l'Etat d'Israël. Israël est certes l'objet de la politique sioniste, mais il a été et continue d'être en même temps un instrument politique et militaire du monde occidental au cœur du Moyen-Orient. Il s'agit donc de le ménager. Et l'une des manières de le satisfaire à bon compte, c'est de continuer à favoriser les Juifs d'Europe, au moins en apparence.

Le CRAN n'a pas les mêmes atouts pour pouvoir militer au sujet de la question noire. Il est sans doute totalement méconnu des jeunes noirs des cités et des milieux populaires, auxquels il ne semble guère s'intéresser. Il va par contre trouver des appuis dans les classes aisées et supérieures : l'historien du colonialisme Gilles Manceron, les historiens Michel Wieviorka et Pap Ndiaye, la députée radicale de gauche de la Guyane Christiane Taubira. Se distinguant des mouvements identitaires, le CRAN, à l'origine, ne parle pas d'"identité noire" mais de "conscience noire".

Mais il suffira le départ de Patrick Lozès en 2011 pour que le CRAN change d'orientation, et qu'il se mette à suivre le courant général des mouvements identitaires. Sous l'impulsion de Louis-Georges Tin cette fois, universitaire martiniquais, lui-même engagé contre l'homophobie et la transphobie, il se déclare en faveur d'une demande de réparations matérielles suite à la période de l'esclavage. Il cherche à défendre les intérêts financiers des descendants des esclaves, et il exige de l'Etat français la restitution des objets pillés dans les anciennes colonies.

Le nouveau CRAN se définit comme un mouvement anticolonialiste. Mais comme l'ancien CRAN, il attend tout de l'Etat, qu'il ne cesse d'interpeller, pour demander des réparations. Il dépose plainte contre la Caisse des dépôts et consignations « *pour complicité de crime contre l'humanité* » en lien avec les profits tirés de l'esclavage à Haïti. Pour seule réponse, l'Etat français fait la sourde oreille. En 2014, le CRAN assigne en justice l'État et le groupe Spie Batignolles pour crime contre l'humanité lors de la construction de la ligne de chemin de fer Congo-Océan. Cette construction a coûté la vie, entre 1921 et 1934, de 17 000 ou 20 000 ouvriers. Le CRAN dénonce les contrôles au faciès. Il demande enfin une meilleure représentation, au niveau des candidatures et des postes, à divers niveaux de l'Etat, ainsi que dans les médias. En clair, donc, une meilleure intégration.

Pour justifier son action et ses positions, le nouveau CRAN développe toute une argumentation contre les idées héritées des Lumières européennes. Pour lui, l'universalisme, l'idée que tous les hommes sont égaux et qu'ils ont les mêmes droits, est une imposture.

Il semble que cette organisation soit devenue inactive depuis plusieurs années, à en voir son site, uniquement consacré aux débuts de son histoire et à des litiges dans des questions de succession.

LA CANCEL CULTURE

Cette idée, elle aussi, est en provenance des Etats-Unis, et en lien avec l'intersectionnalité. Le verbe cancel signifie en anglais biffer, annuler. Quand vous mettez une croix sur un chèque, vous l'annulez. Il ne vaut plus rien, il n'existe plus.

Il s'agit donc de trouver un mode d'action pour rendre une personne, une statue, une parole, inexistante. On peut déboulonner une statue du général confédéré Robert Lee, un esclavagiste. On peut aussi dénoncer publiquement telle personne sur #MeToo ou d'autres réseaux sociaux. Ces pratiques, auraient commencé à apparaître vers 2015, se seraient étendues vers 2018, puis accentuées après le meurtre de l'afro-américain George Floyd par la police de Minneapolis en 2020.

Pas besoin d'être révolutionnaire pour critiquer ces méthodes. Autant, elles pourraient se comprendre de la part de personnes de milieux populaires, ne disposant pas de moyens de s'exprimer, de connaissances juridiques pour faire appel d'une injustice. autant cela devient inadmissible de la part d'universitaires ou de membres de classes moyennes, qui en font aussi une opération publicitaire.

Une fois que l'on a renversé une statue d'un général esclavagiste, qu'a-t-on fait comprendre de l'esclavage, de sa place essentielle dans l'accumulation du capital, accumulation qui a nécessité une série de méthodes violentes aux débuts du capitalisme, et qui a permis à quelques puissances de prendre une avance pour dominer les autres. Au lieu de permettre un débat d'idées, on l'interdit. N'importe qui, pour n'importe quelle raison, sans vérifier exactement les propos ou les idées en question, peut ainsi harceler, dénoncer, censurer.

Autant nous comprenons et soutenons une population consciente et révoltée, si elle décide d'abattre tel symbole d'une domination, tel symbole à la gloire de la violence menée par les possédants, autant nous pensons que, sinon, en absence de tel mouvement de révolte, ce type d'action n'est en rien un moyen d'enseignement ou de partage des idées que devraient utiliser des militants.

On peut presque faire un parallèle entre la *cancel culture* et cette pratique de l'Eglise catholique peu reluisante : l'excommunication. Il est vrai que, par certains côtés, les idées intersectionnelles relèvent d'une sorte de religion. Tout peut s'expliquer sur la base de quelques bases qui ne sont pas prouvées, ni démontrées de manière scientifique, mais surtout affirmées et répétées. La raison, le fait même de raisonner, est même suspect, et ce sont les seuls sentiments qui sont promus.

Certes, on peut aussi accuser le marxisme et son idée des classes sociales d'avoir connu des penseurs qui ont également eu des attitudes relevant presque de la foi. Mais, à la base, le marxisme est une science, et en tant que telle, il se veut critiquable, il se doit d'évoluer, de prendre en compte les nouvelles compréhensions. L'intersectionnalité, elle, ressemble bigrement à un dogme, qui rejette tout début de critique, et fait d'avance de celui qui s'y hasarde un ennemi d'office.

UNE CRITIQUE DES ETUDES DECOLONIALES

Dans un numéro du journal Le Monde daté du 27 novembre 2024, un sociologue du Collège du Mexique, Pierre Gaussens, explique sa critique des études décoloniales, qu'il exprime, avec sa collègue Gaya Makaran, dans *Critique de la raison décoloniale. Sur une contre-révolution intellectuelle*.

Gaussens repart donc des écrits des décoloniaux. Ceux-ci font de 1492 une date charnière de l'histoire, l'entrée en scène d'un pouvoir colonisateur blanc qui agit, et continue d'agir aujourd'hui, sur les plans de pouvoir, du savoir, du genre et de la culture. Lui aussi reproche déjà à ces études de récupérer de manière frauduleuse un Frantz Fanon, en "*gommant la portée universaliste de sa pensée*".

Il leur reproche ensuite de ne s'appuyer sur aucun travail sérieux, aucun travail de terrain, alors qu'ils prétendent exprimer le point de vue indigène : "*ce courant ne juge pas nécessaire de connaître ceux qu'il défend*", dit-il. Mais pas non plus de travail d'archives sérieux. Ils feignent d'ignorer tous les travaux précédents sur leur sujet. Pire, ils rejettent ces méthodes comme étant "*l'apanage de la colonialité*".

Résultat, analyse Gaussens : dans leur pensée, "*L'Occident, porteur d'une modernité intrinsèquement toxique, devient un ectoplasme destructeur. Cette satanisation produit, en miroir, une idéalisation des peuples indigènes, des cosmologies traditionnelles et des temps préhispaniques*".

Or, répond Gaussens à cette vision, "*la modernité a aussi produit des pensées critiques et émancipatrices, comme le marxisme, tandis que les coutumes indigènes comportent également des oppressions, notamment patriarcales.*" Et il souligne que : "*Il existe une bourgeoisie indigène comme un prolétariat blanc*".

3- LA QUESTION RACIALE

L'INFLUENCE AMERICAINE

Le courant identitaire s'est également affirmé au sujet de la question raciale. Pour le comprendre, nous nous appuyons sur un livre publié en 2022, *L'antiracisme trahi*, du philosophe Florian Gulli, membre du PCF, mais qui s'est aussi intéressé aux militants trotskystes, comme le militant noir de Trinidad et Tobago C.L.R. James (auteur d'une étude sur la révolution haïtienne, mort en 1989).

Florian Gulli explique que les identitaires antiracistes ont commencé, depuis une quinzaine d'années, par critiquer le vieil antiracisme. Ils qualifient celui-ci de moral, l'accusent de se contenter de prêcher dans le vide, d'appeler à une fraternité qui n'existe pas, et d'être condamné à rester lettre morte. Cet antiracisme passé, ils le voient dans une organisation comme SOS Racisme, ou dans des actions qui peuvent être menées dans certaines entreprises, comme les publicités Benetton.

On peut évidemment reprendre et soutenir ces critiques. Mais il y a un problème. C'est que les nouveaux antiracistes considèrent qu'au lieu de prôner une fraternité, il faut au contraire que ceux qui sont concernés, les victimes du racisme, s'organisent à part, et même contre le reste de la société, qu'il faut accuser de complaisance avec le racisme. Ils revendiquent pour cela le terme de race, et effacent, eux aussi, les notions de classes sociales. Un peu comme de nombreuses féministes contemporaines, leur réalité est très éloignée de celle des classes populaires, y compris celles qui subissent le racisme.

Nous avons déjà évoqué plus haut au moins l'un de ces nouveaux courants antiracistes, avec le Parti des Indigènes de la République. La plupart des idées sont des reprises des courants issus des universités américaines. Et c'est pourquoi Florian Gulli commence par souligner une différence importante entre les situations raciales aux Etats-Unis et en Europe. Car si l'on veut lutter efficacement contre le racisme, il faut commencer par comprendre à quoi celui-ci tient, quelle en est la racine.

Aux Etats-Unis, les Noirs ont été importés en tant qu'esclaves, en tant qu'objets, et ont donc été soumis à une déportation. De plus, la violence de l'esclavage à leur égard a été instituée au milieu même de la population américaine. Au début du 20^e siècle, écrit Gulli, *"pour assister au lynchage, les enfants des écoles pouvaient avoir un jour de liberté. Le spectacle pouvait inclure la castration, l'écorchage, le rôtissage, la pendaison, les coups de feu. Les souvenirs pour les acquéreurs pouvaient inclure des doigts des mains et des pieds, les os et même les organes génitaux de la victime, et aussi des cartes postales illustrées de l'évènement"*.

L'un des résultats en est qu'aux Etats-Unis, aujourd'hui encore, comme depuis plus de 200 ans, le recensement de la population se fait sur une base raciale. La population américaine est recensée à partir de 5 groupes distincts : les Américains autochtones (Native Americans), les Euro-Américains (European Americans), les Afro-Américains (African Americans), les Asiatiques-Américains (Asian Americans) et les Latino-Américains (Latin Americans).

L'histoire raciale est différente en France ou en Europe. L'esclavage français n'a pas été moins violent que l'esclavage américain, mais il s'est produit loin de la population du royaume. Quant aux autres minorités ethniques, elles n'ont pas été déportées mais sont issues d'une immigration. On peut remarquer à ce propos que le titre que se sont donnés les Indigènes de la République "efface" le moment de l'émigration, pour relier directement la minorité à un passé colonial.

Mais c'est surtout la construction même de l'Etat qui est sensiblement différente. Aux Etats-Unis, l'Etat se bâtit dans un premier temps sur la base du génocide des Indiens, et dans un deuxième temps, pour une partie des USA, sur la mise en esclavage et la séparation raciale au sein de la société-même. En Europe, certaines fractions des appareils d'Etat se construisent, loin des métropoles, sur les guerres coloniales et la mise en esclavage, mais ce n'est pas le cas de la totalité de l'appareil d'Etat. Les sociétés européennes ne sont pas construites en côtoyant et en participant aux horreurs de l'esclavage sur le territoire national.

Nous ne sommes pas ici en train d'excuser la colonisation européenne, d'autant qu'on peut y inclure la colonisation même des Etats-Unis, et plus encore, la conquête et le partage de l'ensemble du monde au 19^e puis au 20^e siècle. Mais les différences de situation ont évidemment une incidence, sur les populations elles-mêmes d'abord, mais peut-être aussi sur une partie au moins des élites intellectuelles.

C'est en Europe, et pas sur le territoire américain, que se produit le mouvement bourgeois que l'on nommera le siècle des Lumières, qui s'achèvera par la Déclaration d'Indépendance américaine de 1776 et la Révolution française et la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789.

Un intense échange intellectuel a ainsi abordé, aux quatre coins de l'Europe, les questions de la liberté de l'individu, de l'égalité des droits, de la tolérance en matière religieuse. L'obscurantisme et les superstitions, l'arbitraire des royautés et de la noblesse, ont été dénoncés. Une dénonciation de la condition faite aux esclaves est faite, même si elle n'est pas encore unanime, certains continuant à souhaiter maintenir l'esclavage. Le mouvement touchera des élites de l'aristocratie et surtout la partie montante de la bourgeoisie, celle qui parviendra aux pouvoirs aux USA et en France.

LES ANTIRACISTES NOIRS AMERICAINS DU 20^e SIECLE

A l'époque des grandes révoltes noires du milieu du 20^e siècle, un militant afro-américain peut être considéré comme une sorte d'ancêtre des courants identitaires actuels. Stokely Carmichael (1941-1998) s'est insurgé contre la demande de certains d'obtenir l'intégration des Noirs américains dans les institutions officielles de la classe moyenne blanche. Il jugeait cette demande insultante pour la population noire. Il a commencé à militer au SNCC, Comité de coordination des étudiants non-violents. Après quoi il a rejoint le Black Panther Party.

Pour Carmichael, il ne peut pas y avoir de lutte commune entre pauvres blancs et pauvres noirs, du fait de ce qui s'est passé et qui continue de se passer aux USA : *"L'exploitation, explique-t-il, c'est quand on exploite quelqu'un de sa propre race. La colonisation, c'est quand on exploite quelqu'un d'une autre race (...). Les Blancs pauvres ont leur culture, leurs valeurs, leurs institutions ; les nôtres ont été complètement détruites... totalement"*. Et il en conclut qu'à la différence des Noirs, *"les Blancs pauvres ne se battent pas pour leur humanité, ils se battent pour avoir plus d'argent"*.

A une telle pensée, une telle attitude, les marxistes que nous sommes ont de quoi répondre. C'est en revendiquant et en luttant, concrètement, pour changer aussi le sort des Noirs, en plaçant clairement cette question dans leur programme et leur action, que des socialistes peuvent apporter un espoir, une réponse. Mais Carmichael, lui, parle du socialisme comme de *"la chose de l'homme blanc"*. *"En tant que peuple noir, crie-t-il, nous devons laisser tomber le socialisme qui est une création européenne et commencer à réfléchir au communalisme africain"*.

Nous ne pouvons ici entrer dans les détails de l'histoire du mouvement ouvrier américain, mais il est certain que l'attitude réformiste, notamment des syndicats, porte une lourde responsabilité. En tout cas, en 1966, Carmichael pousse le SNCC à exclure les militants blancs qui s'y trouvaient.

Cette exclusion, Carmichael l'a peut-être décidée de peur de perdre la main sur son organisation. En effet, Martin Luther King raconte ceci, lors de l'été 1966, dans le Mississippi : *« Un grand nombre d'étudiants blancs du Nord étaient venus à leur aide lors du déclenchement racial qui avait alors ravagé l'Etat. Les militants du SNCC avaient vu les jeunes gens blancs les mieux organisés, les plus sûrs d'eux-mêmes et les plus puissants qui soient, accourir au secours des Noirs les plus pauvres... et les submerger purement et simplement. Cet été-là, Stokely et les autres avaient probablement conclu inconsciemment que l'aide blanche n'était pas profitable aux Noirs, car elle ne faisait qu'augmenter leur sentiment d'impuissance. »* (L'Antiracisme trahi).

D'après Gulli, *"en privant de nombreuses sections locales du SNCC de militants blancs aguerris qui avaient fait leur preuve, parfois au péril de leur vie, dans les Etats du Sud quelques années plus tôt"*, Carmichael a lourdement affaibli son organisation.

Ce qui est sûr, c'est que, si la population noire elle-même -et pas une direction politique qui dit la représenter- accepte la présence de blancs en son sein, et que ces Blancs s'activent réellement, leur simple présence est un atout important aux yeux du reste de la population. Car elle prouve que la cause défendue n'est pas une cause égoïste, ou suspecte de particularisme. Cette seule composition désarme en partie les racistes blancs eux-mêmes.

Martin Luther King critique la position de Carmichael. *"L'une des faiblesses du Black Power -le courant que mène maintenant Carmichael- est de donner la priorité au problème racial au moment précis où l'avènement de l'automation et d'autres progrès techniques mettent au premier plan les problèmes économiques, aussi bien pour les Blancs que pour les Noirs. Dans ce contexte, un slogan réclamant le "Pouvoir pour les pauvres" serait mieux venu que celui de "Pouvoir noir"*".

Carmichael annonce que son combat peut unir dans une même lutte, qu'il dit internationaliste, les 900 millions de Noirs. Luther King répond : *"Le Ghana, la Zambie, le Tanganyika et le Nigeria ont déjà tant à faire chez eux pour lutter contre la misère, l'analphabétisme et l'influence du néocolonialisme, qu'ils n'offrent guère d'espoir de secours à l'Angola, à la Rhodésie, à l'Afrique du Sud, et encore moins aux Noirs d'Amérique"*

Luther King estime qu'il est certes important que les Noirs participent largement à la direction du mouvement des droits civiques, mais il insiste sur l'importance, en même temps, d'une mixité raciale dans les organisations : *"En maintenant nos organisations ouvertes à tous, nous créons le modèle de la société pour laquelle nous combattons"*.

Comme Luther King, un grand nombre de membres du Black Panther Party refuse le choix de Carmichael d'effacer les classes sociales et de refuser la possibilité d'union avec les blancs. Angela Davis souligne, dans son *Autobiographie* publiée en 1974 : *"Nous ne pouvons nous permettre de ne faire qu'une analyse de peau ; nous avons aussi besoin d'une analyse de classe"*. Eldridge Cleaver : *"Nous avons (...) à faire face à l'exploitation et à l'oppression raciale, et nous ne pensons pas que l'on puisse parvenir à une conception juste si l'on néglige l'un ou l'autre de ces deux aspects"*.

L'un des fondateurs du Black Panther Party, Huey P. Newton, va plus loin encore : *"Le parti des Black Panthers ne souscrit pas au Black Power en tant que tel. Pas le Black Power défini par Carmichael et Nixon. Ils ont l'air d'être d'accord sur une définition du Black Power qui n'est rien de plus que du capitalisme noir, ce qui est réactionnaire"*.

Enfin Bobby Seale, toujours du Black Panther Party : *"En résumé, il ne s'agit donc pas d'une lutte raciale (...). Pour nous, il s'agit d'une lutte de classe entre la classe ouvrière prolétarienne qui regroupe les masses, et la minuscule minorité qu'est la classe dominante. Les membres de la classe ouvrière, quelle que soit leur couleur, doivent s'unir contre la classe dominante qui les opprime et les exploite. Et laissez-moi encore insister : nous croyons que notre combat est une lutte de classe et non pas une lutte raciale"*.

En 1998, l'historien de Trinidad Eric Williams, spécialiste de l'économie esclavagiste, reviendra sur l'analyse raciale de l'esclavage. Pour lui, Carmichael fait *"comme si l'esclavage visait avant tout à produire de la domination blanche plutôt que du coton, du sucre, du riz ou du tabac (...). Une déformation raciste a été donnée à ce qui était fondamentalement un phénomène économique"*.

On voit donc que la question raciale a posé depuis longtemps le choix entre deux visions politiques : l'une que l'on peut appeler universaliste, qui relie la cause des Noirs aux autres causes des opprimés ; l'autre, à l'inverse, spéculé sur un séparatisme. Dans les années 1960 et 1970, l'existence d'une URSS seconde puissance mondiale aide sans doute à soutenir les points de vue de classe et les idées proches du marxisme. On l'a vu également avec les anticoloniaux de France.

Mais l'absence de réussite suffisante de ces luttes, puis surtout l'effondrement final de l'URSS au tournant des années 1990, vont accélérer l'abandon de ces idées par nombre de

ceux qui y avaient adhéré, souvent par sympathie plus que par conviction profonde. La place est alors ouverte pour l'autre option, celle qui reprend le point de vue de Carmichael. Et cette reprise va se faire cette fois avec bien moins de contradicteurs. Et elle va se produire au milieu d'un monde particulier, celui des universités, et non plus au niveau de la rue, où pouvait aussi recruter le Black Panther Party.

LA BLANCHITE ET LES WHITENESS STUDIES

Plusieurs auteurs vont travailler sur un nouveau concept, celui de blanchité. C'est peut-être avec la sociologue antiraciste américaine Robin DiAngelo -elle-même est blanche- que l'on peut le mieux sentir la particularité de la démarche. En effet, nous n'avons plus affaire à une simple idée à laquelle on peut adhérer ou pas ; cette fois, il s'agit d'une véritable injonction. Florian Gulli nous montre comment cela fonctionne :

" Quels que soient les faits, la consultante -il s'agit de Robin DiAngelo- les transforme en symptôme de racisme. Ne pas se soucier des personnes noires est du racisme ; mais vouloir les aider est aussi du racisme (le complexe du « sauveur blanc »). Ne pas tenir compte de leur couleur de peau dans une interaction est du racisme colorblind ; relever leur couleur est une forme d'inégalité de traitement ou d'indélicatesse. Mentionner la violence d'un quartier noir est du racisme ; ne pas la mentionner est ignorer le mal structurel fait aux Noirs.

"Celui qui éprouve de la culpabilité ne s'en sort pas mieux ; il croit peut-être se dédouaner ainsi de sa complicité dans le racisme ? Celui qui argumente de façon rationnelle ? Pour DiAngelo, pas de doute, il s'agit encore d'un comportement défensif et raciste. Et celui qui se tait ? Encore et toujours la même chose. On comprendra alors sans mal que le simple fait de demander des preuves du « racisme structurel » soit déjà une forme de racisme."

Comment ne pas être raciste ? Il n'y a qu'une réponse : il ne faut pas être blanc. Si vous êtes blanc, c'est fichu pour vous. Vous coopérez forcément avec la "blanchité". Consciemment ou inconsciemment. La blanchité, c'est donc une suprématie, ou même une hégémonie, un pouvoir total, des Blancs, sur la vie sociale, culturelle, politique, que subissent les minorités raciales. Le courant universitaire qui travaille sur ces idées est appelé les *whiteness studies*.

Pour Elisabeth Roudinesco, ce côté accusateur et presque inquisiteur est hérité selon elle de la psychanalyse postfreudienne : *"De telle études stigmatiseront les Blancs "en tant que blancs" jugés coupables d'utiliser un prétendu "privilège blanc" afin de mieux refouler leur subjectivité forcément raciste. L'étude de la blanchité aura donc pour objectif de faire avouer à chaque Blanc son racisme inconscient en l'obligeant à désigner le Noir par sa noirceur plutôt que d'ignorer sa couleur au nom d'une pseudo-égalité dite universaliste"*.

Ce courant, qui d'un côté édicte une sorte de nouvelle religion, en excommuniant d'avance des pans entiers de la population, ne va pas se gêner pour se réclamer d'auteurs qui l'ont précédé alors qu'ils combattaient au contraire toute idée séparatiste. Ainsi, mentionne-t-il Frantz Fanon, parce qu'il a écrit quelque part *"le blanc est enfermé dans sa blancheur"*, ou

même le CRAN, parce qu'il a utilisé le mot "blanc" dans une analyse politique du groupe majoritaire.

Florian Gulli essaye de montrer à quelles erreurs peut aboutir la prise en compte univoque de la race. Si l'on regarde par exemple le nombre des personnes tuées par la police aux Etats-Unis, il y a autant de Blancs que de Noirs ; et on a donc un nombre de Noirs tués plus important par rapport à leur population. Mais si on regarde cette fois le milieu social, on trouve qu'aussi bien pour les Noirs que pour les Blancs, ils appartiennent à 95% aux classes populaires. La vision "blanchitude" efface cette deuxième donnée, qui a son importance.

En France, maintenant, posons-nous la question de savoir s'il y a un groupe privilégié Blanc, qui serait face à un groupe opprimé non-Blanc ? Une enquête "*Trajectoires et Origines*", menée en 2008-2009 par l'Ined et l'Insee a chiffré la proportion de cadres et professions intermédiaires, parmi les personnes qui ont un père immigré né du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) : ce sont 25% des hommes, et 28% des femmes, à comparer aux 39% pour le reste de la population. De même, pour les ouvriers et employés, 61% d'entre eux sont de cette catégorie, contre 55% pour la population majoritaire.

Il y a donc un écart, mais on peut assez raisonnablement l'attribuer au moins en partie à une histoire de promotion sociale plus récente, même si l'on sait par d'autres enquêtes qu'une mise à l'écart sur une base raciste peut exister lors des embauches. L'enquête en question ajoute : "*A origine sociale ouvrière équivalente, les fils et filles d'immigrés ont une destinée*" sociale proche de celle des hommes et des femmes de la population majoritaire".

Après l'enquête qui vient d'être évoquée en 2008-2009, une autre enquête, plus ou moins complémentaire, est parue en 2024, toujours en collaboration Ined et Insee. La France compte maintenant 7,2 millions d'immigrés, dont un tiers a acquis la nationalité française. Cela représente un peu plus de 10% de la population. Il y a à peu près autant des descendants d'immigrés, 8 millions. Près de la moitié des immigrés comme des descendants, 45% donc, sont originaires du continent africain.

Ce que montre l'enquête, c'est la manière dont sont vécues les discriminations par les différentes catégories de ces populations. Une chose est marquante, c'est que les enfants d'immigrés non Européens, qui sont nés en France, déclarent avoir subi plus souvent des discriminations que les immigrés de même origine. Et l'analyse de l'Insee, c'est que ces enfants d'immigration sont plus jeunes, plus diplômés, et que c'est ce qui les rend "plus prompts à déceler et à déclarer ces traitements inégalitaires.

Par contre, alors que 45% des immigrés considèrent ne pas être vus comme Français, leurs descendants ne sont plus que 20% dans ce cas. Il y a donc bien une ascension sociale qui s'est produite, en deux ou trois générations.

Un des Indigènes de la république, Sadri Khiari, écrit : "*le Français dans son bureau, ça roule pour lui. L'Arabe, lui, est balayeur*". C'est de moins en moins vrai. Une sensible ascension sociale existe aussi pour l'Arabe, plus ou moins remplacé par le Noir. Il existe des membres des classes supérieures qui sont "non-blanches", et qui possèdent donc un pouvoir

social supérieur à un grand nombre de familles blanches des classes populaires. La société n'est donc pas hiérarchisée sur une base raciale.

Pour tous ces gens, la définition du racisme, ce serait donc une opposition entre Blancs et non-Blancs. Mais cette manière de voir ne peut pas expliquer le racisme des Allemands envers les Polonais, ou celui des Japonais à l'égard des Coréens, celui des Italiens du Nord envers ceux du Sud.

Pour Houria Bouteldja et les Indigènes, le racisme ne vient pas des individus mais des institutions : *"M. et Mme Dupont (c'est-à-dire les individus racistes) ne nous intéressent pas. Ils ne sont pas à l'origine des discriminations systémiques. Les responsables, ce sont l'Etat, l'école, les institutions..."* Mais si on déclare que c'est l'Etat qui est raciste, on va au mieux le pousser à intégrer un plus grand nombre de fonctionnaires non-blancs, de journalistes non-blancs, etc. On va intégrer plus de non-Blancs. C'est sans doute ce que vise Les Indigènes. Mais on ne va rien changer au sort de la masse des immigrés, on les a peut-être même affaiblis.

Tout à fait en lien avec l'idée de "blanchité", une autre expression la complète : c'est le "privilege blanc", une idée notamment défendue par la sociologue franco-tunisienne Sarah Mazouz. Elle décrit ainsi l'objectif de sa lutte en 2020 : *"Les luttes antiracistes visent le bénéfice social dont celles et ceux qui ont le statut de blanc-he-s jouissent dans leur parcours professionnel, dans leur interaction avec la police ou d'autres institutions ou tout simplement dans la position que leur confère le fait de ne pas avoir à penser à leur phénotype et aux réactions qu'il peut susciter"* (Race).

Florian Gulli récuse ce mot de privilège : ne pas être constamment fouillé par la police, ce n'est pas un privilège ; c'est le fait d'être arrêté à la tête du client qui est une discrimination. L'accès à l'emploi plus facile pour un blanc n'est pas un privilège, c'est un avantage, et encore, à condition de comparer des choses égales, notamment le niveau social. Sinon, ce n'est plus vrai. Et même, on embauchera plus facilement des éboueurs non-blancs que blancs !

Cette idée de privilège blanc gêne si peu le système capitaliste qu'aux Etats-Unis, où est né ce concept, l'ensemble des 500 plus grosses entreprises, la moitié des entreprises de taille moyenne, des écoles et même des unités de police, ont organisé des ateliers de prise de conscience raciale avec cette vision. Ces ateliers visent à faire en sorte que chacun prenne conscience de son racisme inconscient. C'est devenu une industrie, qui est estimée à 8 milliards de dollars.

Là encore, le résultat sera au mieux une montée en hiérarchie d'un petit pourcentage de non-Blancs. Des sondages montrent que, du coup, les Blancs qui étaient jusque-là les plus ouverts et les moins racistes se mettent à mépriser les pauvres blancs. On vient de leur dire que ces pauvres blancs ont un privilège. S'ils sont pauvres, c'est donc qu'ils n'ont pas su profiter de leur privilège de blanc. Il faut donc les mépriser... Encore une fois, c'est le règne de la division, qui arrange tout à fait le système en place.

Le capitalisme américain, lui, a depuis longtemps compris tout le parti qu'il peut tirer de cette notion de supériorité d'une race sur une autre. Ainsi, dans les années qui ont suivi la Guerre de Sécession, une fois l'esclavage interdit, la législation Jim Crow, qui imposait la ségrégation dans les Etats du Sud, visait aussi à flatter la main d'œuvre populaire blanche, pour qu'elle se contente d'un sentiment de supériorité, à la place de salaires plus élevés ou de lois sociales.

Le militant noir américain du NAACP (National Association for Advancement of Colored People) W.E.B Du Bois écrit en 1924, que l'ouvrier blanc, *"on en faisait ostensiblement l'égal du plus fort. Il pouvait non seulement suivre les vieux aristocrates dans l'entrée principale des gares de chemin de fer et aller avec eux dans les meilleurs théâtres et cinémas, mais en tout lieu et en toute occasion, il pouvait s'asseoir au-dessus et à l'écart des "nègres". Il avait droit au titre de "Monsieur" et de "Madame" (...). Il devait rarement craindre de subir le pire dans une altercation de rue ou de perdre un procès contre un Noir. Il pouvait souvent exiger qu'un Noir se découvre en sa présence et lui céder la priorité sur le trottoir et dans le magasin. Il a appris à aimer ces preuves de supériorité"*.

Aux *whiteness studies* pour lesquels une unité des pauvres blancs avec les pauvres noirs serait impossible aux Etats-Unis, Florian Gulli rappelle qu'elle a déjà eu lieu : *" La grève générale de 1892 à la Nouvelle-Orléans est l'un de ces cas dont les whiteness studies ne peuvent rendre compte, où les dockers noirs et blancs sont parvenus à se solidariser en dépit de l'animosité, de la méfiance et des préjugés sur l'infériorité des Noirs. (...) La guerre des mines dans les Appalaches, le Parti communiste américain à l'époque de la dépression, les campagnes de recrutement du CIO à la fin des années 1930 et dans les années 1940, et le mouvement de la Marche sur Washington en temps de guerre pour la déségrégation des industries de la défense, autant d'épisodes au cours desquels une coopération et une solidarité raciales ont été forgées et des gains substantiels obtenus en dépit des préjugés, de l'animosité et de la méfiance."*

Aujourd'hui, cette expression "privilège blanc", pose un autre problème, si on l'imagine entendue cette fois par les blancs des couches sociales les plus démunies. Vont-elles le prendre comme du mépris, une insulte, une provocation ? Décidément, ce travail d'universitaires qui n'ont, de toute évidence, guère de lien avec les véritables couches populaires, est un problème en soi.

LES SUBALTERNE STUDIES

L'idée identitaire n'ayant par définition aucune limite, puisque l'on peut imaginer autant de critères et de découpages que l'on veut, une nouvelle identité a pris naissance cette fois dans l'ancien monde colonial de l'Empire britannique. Ce sont les *subaltern studies*, initiées notamment par l'historien, -encore un universitaire- indien, Ranajit Guha.

L'idée est de refaire l'histoire par en bas, en donnant la parole à tous les damnés de la terre, à ceux que la société a placés sous tous les autres, aux plus discriminés, que ce soit en raison de leur sexe, leur race, leur caste, à ceux qui n'ont pas de conscience de classe ni

d'idéologie. C'est ainsi qu'une cinquantaine de contributeurs ont publié onze volumes entre 1982 et 2000.

Pour Elisabeth Roudinesco, cette approche n'a fait que rejoindre une tendance qui existait de toute manière en dehors des mouvements identitaires, avec ce que certains appellent la "microhistoire". Sauf que chez les *subaltern studies*, il y a l'idée que seuls ceux qui sont directement concernés peuvent écrire l'histoire qui les concerne. Ce à quoi Roudinesco répond que la première grande étude sur la France de Vichy, celle qui prouve, documents à l'appui, que l'Etat français a bien collaboré à la politique nazie d'extermination des Juifs, qu'il n'a pas été un soi-disant bouclier protégeant plus ou moins les résistants, cette étude est le fait d'un historien américain, Robert Paxton.

Ce courant va dériver considérablement. Roudinesco prend pour exemple la professeure de littérature indienne Gayatri Chakravorty Spivak. Alors que les féministes indiennes dénonçaient une ancienne pratique, voulant que l'on brûle vive sur son bûcher funéraire la femme d'un mari décédé, lui permettant de devenir ainsi une "sati", Spivak refuse de prendre position sur cette question, au nom de la défense d'une culture identitaire. L'historien indien Dipesh Shaktibarty, lui aussi rallié aux *subaltern studies*, aura la même position : il refuse de s'intéresser aux droits des femmes, car c'est un sujet bien trop européen. *"Chakravorty tirait comme conclusion qu'il fallait, pour comprendre le nouveau monde non occidental, écrire une histoire non "intégrée dans le temps" et qui, de ce fait, échapperait au temps historique propre à l'histoire européenne"*.

Autre exemple, *"une véritable croisade fut entreprise contre les homosexuels blancs et occidentaux, que l'on accusa d'avoir enfin obtenu des droits -dépénalisation de l'homosexualité, mariage, etc.- dans les pays démocratiques et donc de s'être normalisés pour mieux discriminer, à travers leur Gay Pride, les musulmans, les Arabes, les Noirs, victimes, eux, de ce nationalisme civilisationnel"*. Et comme le cerveau humain est capable de tout théoriser, il revient à l'universitaire américaine Jasbir Puar d'inventer la notion de "homonationalisme", pour dénoncer ces homos de l'Occident.

Pour Roudinesco, *"toutes ces théories -hybridité, subalternisme, décentrement, postcolonialités, etc. ne font finalement que reconduire les vieilles thèses de l'ethnologie coloniale avec ses catégories immuables, sa psychologie des peuples, ses oppositions binaires entre barbares et civilisés, à ceci près que les subalternes ou les "hybridés" sont désormais érigés en rois d'un royaume identitaire"*.

En fait, tous ces différents *studies* sont anti-européens - ce que l'on peut comprendre dans une certaine mesure- mais ils font mine d'oublier que l'Europe avait aussi produit des penseurs et des acteurs anticolonialistes - ce que l'on ne peut pas admettre.

LE WOKISME

Après avoir examiné à peu près l'ensemble des courants identitaires sur les questions de sexe, de race, de colonie, nous pouvons, enfin, aborder le terme de wokisme. Il n'y a pas

de définition unanime sur cette expression qu'on entend en se demandant ce dont il peut s'agir. C'est que le même mot est utilisé par ses inventeurs pour en faire une fierté, une revendication. Mais il est repris par ses opposants, en particulier à l'extrême droite, pour en faire une caricature, une insulte. Et il est finalement entendu aussi parce ceux qu'il vise comme une insulte...

Dans les faits, le wokisme est l'application, en quelque sorte populaire, de ce que les diverses *studies* de genre, de race ou de colonie ont théorisé dans les universités et dans les livres. D'ailleurs, dans la pratique, les idées woke ou wokistes circulent sur des médias en ligne. Et on peut les relier à la pratique déjà évoquée de la "cancel culture".

Donc, au départ, "Woke", *c'est l'idée qu'il faut se réveiller, prendre conscience des dominations que nous avons perdu l'habitude de voir*". C'est un philosophe de droite dure, Pierre-Henri Tavouillot qui donne cette définition, mais elle semble tout à fait correcte.

Dans un documentaire intitulé *Racisé.e.s, une histoire franco-américaine* (M. Prazan 2022) 1h01, on assiste à une scène plutôt choquante. Quelques dizaines d'étudiants sont groupés, pendant qu'un ou deux leaders s'en prennent à un professeur. *"Nous voulons détruire le racisme sur le campus. On n'a pas besoin de t'écouter, on se fout de ta condition de blanc. On n'a pas envie de débattre avec toi. Tu es là pour te taire et pour nous écouter. Vous n'avez rien à nous apprendre, vous vivez dans un monde naturellement raciste, sexiste, donc cyniquement vous vous opposez à la révolution, parce que vous savez que vous allez perdre votre privilège de blanc. Ces profs racistes doivent dégager"*.

On est dans l'Université d'Etat de Washington, en 2017. Le professeur, blanc, en question est quelqu'un de connu comme de gauche, proche de Bernie Sanders. Dans les années 1960-70, une journée d'absence avait été organisée par certaines minorités non blanches, pour dire : *"On ne va pas aller sur le campus pendant cette journée d'absence pour vous faire comprendre que vous nous remarquez quand on n'est plus là"*. Les wokistes ont décidé d'inverser la chose, et d'interdire le campus aux Blancs ce jour-là. Le professeur, Bret Weinstein a alors rédigé un mail très argumenté pour expliquer que ce n'est plus la même chose, et qu'il était opposé à cette mesure.

Voilà d'où vient la foudre des wokistes. Finalement, le professeur et sa femme se sentiront obligés de quitter totalement le campus, où des étudiants rôdent, armés de battes de base-ball, à la recherche de ceux qu'ils appellent des suprémacistes blancs et de Weinstein en particulier.

Quatre ans plus tard, la France va connaître un épisode comparable en 2021, à Sciences Po Grenoble. L'école ayant programmé une journée consacrée au racisme, à l'antisémitisme et à l'islamophobie, un professeur d'allemand a, dans un mail, réfuté cette dernière expression, "islamophobie". Pour lui, cela fait des musulmans une race, et l'on peut très bien dire *"racisme anti-arabe, ou anti-maghrébin"*. Il le fait donc dans un mail modéré, argumenté. Des étudiants vont alors placarder des affiches l'accusant de fascisme et d'islamophobie. La direction sait qu'il n'a rien de raciste, mais ne dément pas. Pire, elle va le suspendre pour 4 mois et le convoquer en conseil de discipline, au motif qu'il aurait tenu des propos diffamatoires dans des médias contre l'établissement et sa directrice.

Ce professeur, Klaus Kinzler, s'explique dans le documentaire *Racisé.e.s* : " *C'est pas que je suis d'avis que ce terme n'a pas le droit d'exister, on peut discuter.; Et donc je me suis dit, je vais discuter avec ce groupe ce bien fondé de cet intitulé dont je soupçonnais, connaissant mes collègues, connaissant mon IEP, qu'il visait à faire banaliser les crimes de la Shoah et qui visait à ériger les musulmans français en victimes comparables aux Juifs des années trente en Europe*".

Pour le philosophe Pascal Bruckner, comme pour Elisabeth Roudinesco, tous ces courants d'idées ont commencé par une importation depuis la France vers les Etats-Unis, dans les années 1960-70, des idées de personnes comme Deleuze, Foucault, Derrida, ce que les Américains ont appelé la *French Theory*. L'une des idées est de dire : "*méfiez-vous du pouvoir. Et, comme tout pouvoir, toute hiérarchie et tout savoir sont des constructions sociales qui arrangent les gens de pouvoir, il faut tout déconstruire*".

Roudinesco nous précise cette notion de "déconstruction" : "*Inventé en 1967, le terme de « déconstruction » (...) renvoyait, dans sa définition première, à un travail de critique et de décentrement : un travail (...) qui consistait à défaire, sans jamais le détruire, un système de pensée hégémonique. On comprend alors pourquoi le mot fera fortune dans les diverses studies des universités américaines. Dans tous les cas de figure, il s'agissait de critiquer, de décoloniser, de désaliéner, de mettre en cause les identités fixes et le primat d'une oppression : des hommes sur les femmes, du sexe sur le genre, des dominants sur les subalternes, des Blancs sur les Noirs, etc. Et cette conceptualité visait à reconstruire les sciences humaines et sociales en prenant en compte (...) les sans-voix, les minorités, les exclus, les anormaux, etc*".

Seulement voilà. Là où les penseurs français qui suivent 1968 visaient à approfondir les diverses oppressions pour mieux les réunir, donc à dépasser les diverses identités, "*aux Etats-Unis, la pensée de Foucault, de Derrida, de Deleuze, de Bourdieu, va être vue comme, au contraire, une manière d'enraciner les individus dans leur communauté d'origine, leur orientation sexuelle. A partir de là, le contresens va être complet, et la théorie française va revenir des Etats-Unis à la France après trente ans de maturation, mais elle va revenir sous un autre aspect, c'est-à-dire l'obsession de la race, du genre et de l'identité*".

Pour Elisabeth Badinter, « *Ce qui nous semblait, par exemple, un progrès, à savoir l'effacement de la couleur des gens pour en juger, a été retourné complètement, absolument. Si vous ne reconnaissez pas nos couleurs différentes, c'est que vous êtes raciste. La culture woke est en guerre contre la norme, je dirai en l'occurrence les normes qui sont celles de l'Occident, donc des Blancs. Du coup, pour combattre le racisme, qui est une sorte de peste épouvantable, malgré - j'imagine- leur objectif, ils sont peut-être en train d'en créer un autre, c'est-à-dire le racisme anti-blanc* » (*Racisé-e-s*).

De son côté, la journaliste franco-iranienne Abnousse Shalmani remarque une mise à l'écart de certaines minorités chez celles et ceux qui se revendiquent du wokisme : "*être racisé c'est être opprimé, issu des anciennes colonies, c'est être d'une minorité dans un pays occidental, et, de toute évidence, dans ces minorités-là, les Juifs et les asiatiques sont exclus*".

Ce qui déjà montre à quel point toute cette théorie -j'appelle ça l'idéologie de la mélanine- est un racisme qui se fait passer pour un antiracisme".

Pour le philosophe Pierre valentin, le succès des idées wokistes tient beaucoup à leur simplicité : *"Pourquoi est-ce que cette génération est si touchée par le wokisme, je pense qu'il y a une complexification du monde et une perte de sens qui génèrent une angoisse terrible, et du coup, c'est précisément lorsque le monde se complique et fait de moins en moins sens que la promesse d'une simplicité, d'une binarité, devient la plus séduisante. Donc on voit ce phénomène où le concept qui commence dans le monde universitaire américain, arrive dans le monde universitaire français, et ensuite dégouline, si je puis dire, dans l'aspect culture de masse et notamment à travers ces médias jeunes, et aussi l'aspect culturel, donc à travers Netflix, à travers Disney".*

Netflix a été jusqu'à prendre comme actrice, dans une série, une jamaïcaine à la peau noire pour jouer le rôle de Anne Boleyn, seconde femme d'Henri 8 d'Angleterre (1533). Cela offre quelques rôles à des acteurs issus des minorités raciales. Mais c'est bien sûr avec le calcul de faire des sous que Netflix se montre soi-disant plus ouvert. Il faut dire qu'aux Etats-Unis, les télévisions font un décompte des diversités qui passent à l'antenne, de peur d'être accusées d'avoir des castings trop blancs.

Le succès du wokisme s'appuie donc sur une réalité sociale injuste. Pierre Valentin le dit : *il "prospère en effet sur les manquements de la promesse républicaine d'égalité, d'égalité des chances, et de la méritocratie ; partout où on se tourne, l'égalité n'est pas atteinte".* Mais il nous faut ajouter, à ce maintien des inégalités, le profond recul des idées révolutionnaires, et en particulier des idées marxistes. Les militants ont abandonné la tâche. Ou bien, ils n'y croient plus, pensant que la situation ne permet plus de proposer ces idées-là.

C'est sans doute une erreur. La petite expérience qu'a eu le groupe L'Ouvrier au tournant du 21^è siècle a montré que, si l'on s'adresse aux couches les plus populaires de la société, celles qui vivent nombreuses dans les cités, et si l'on parle de changer la société, et non d'obtenir telle ou telle revendication particulière, on a vite et facilement l'oreille des gens.

Pour l'heure, dans les médias, c'est surtout dans la bouche de la droite et de l'extrême droite qu'on l'on entend cette expression, woke ! wokisme ! Ces gens ont bien compris qu'en attaquant le wokisme, ils espèrent affaiblir les idées de gauche de manière plus générale. En soulignant certains aspects du wokisme, ils espèrent affaiblir la cause antiraciste, et d'une manière plus générale, toutes les causes issues des Lumières, qu'on peut regrouper en parlant de causes universalistes.

Nous n'allons certes pas défendre le wokisme en tant que tel, qui est une perversion des idéaux dont nous héritons. Mais derrière chaque attaque contre le wokisme, il y a un ou des contenus que nous faisons nôtre et qui est attaqué. C'est sur ce ou ces contenus que nous pouvons répondre, directement, sans chercher à discuter du wokisme en général.

Enfin, dans l'affaire Adama Traore, tué en 2016 par la police, la sœur de la victime, Assa Traore considère que son frère a été victime d'un racisme systémique. On peut se poser la question de savoir si le comité qui s'est mobilisé n'aurait pas eu plus de poids en posant la question plus générale des violences policières.

Vis-à-vis des wokistes, nous devons apprendre à distinguer leur langage, leur présence, leurs idées, pour mieux y répondre.

LE RACISME POPULAIRE

Nous avons vu plus haut que le racisme populaire est lié à une mise en concurrence au sein de la population. Cette mise en concurrence concerne, on l'a dit, l'emploi, le salaire, le logement. De nombreuses études sociologiques le confirment et l'illustrent.

Les sociologues Stéphane Beaud et Michel Pialoux décrivent en ces termes cette fracture dans la France ouvrière des années 1990 : « *L'hostilité aux immigrés, dans l'usine même, subsiste mais (...) elle s'est au fil du temps surtout nourrie des différents événements ou faits divers qui, depuis le début des années 1990, rythment la vie des quartiers d'habitat social qui entourent l'usine et qui concernent avant tout les jeunes (les « "petits immigrés" comme disent les "anciens" de l'usine) : caillassage des bus, fric-frac chez les commerçants ou dans les écoles (vols d'ordinateurs, etc.), agressions de particuliers dans l'espace public, "attaques" contre la gendarmerie ou l'annexe du commissariat. Comme il n'y a pas de coupure tranchée entre l'usine et son extérieur, ces récits, ces choses vues ou entendues pénètrent dans les ateliers, alimentent les commérages toujours négatifs sur les "petits immigrés" et finissent par produire une hostilité maintes fois rapportée et observée de la part des ouvriers français ou d'immigration plus ancienne, portugaise, espagnole) vis-à-vis des immigrés qui habitent dans le même quartier (la même cage d'escalier ou le HLM d'immigrés d'en face) » (Racisme ouvrier ou mépris de classe ? Retour sur une enquête de terrain, dans Didier Fassin et Eric Fassin, *De la question sociale à la question raciale ?*, 2009).*

Une partie des jeunes des cités, plus nombreux dans la population d'origine immigrée, est perçue comme une menace par les familles ouvrières qui se veulent respectables. Leur attitude quelque peu provocatrice, leur lien avec le marché de la drogue, fait en effet peser à leurs yeux sur leur propre progéniture la menace d'un échec dans l'ascension sociale.

Déjà, en son temps et dans le cadre des Etats-Unis, Martin Luther King examinait les diverses réactions possibles pour ceux qui subissent le racisme : « *Certains choisissent la passivité et se résignent à être traités d'inférieurs ; ou encore ouvrent les digues de l'échec aux flots du désespoir, ou cessent de fréquenter l'école, ou encore s'évadent dans la drogue ou l'alcool. D'autres préfèrent la provocation. Bravant la société par la délinquance, ils déversent sur le monde entier le trop-plein de leur ressentiment. La méchanceté devient leur principale caractéristique » (Où allons-nous ? La dernière chance de la démocratie américaine, 1968).*

Quelle autre alternative peut-il y avoir ? Aucune, ou alors celle de militer. Mais, déclare alors le sociologue Jean-Pierre Garnier : « *Où, diable, les "casseurs des cités" auraient-ils pu dénicher des utopies, des projets, des critiques, alors que les principales "valeurs" en circulation dans la civilisation capitaliste contemporaine ont pour nom : argent, profit, rentabilité, compétition, réussite matérielle ! De ce point de vue, les "sauvageons" sont parfaitement "civilisés" puisqu'ils les ont totalement intériorisées (...). Ceux qu'un ministre de l'Intérieure "républicain" avait cru bon de baptiser "sauvageons" ne sont pourtant que de*

purs produits d'un capitalisme devenu "sauvage" une fois privé des adversaires qui, en faisant contrepoids, l'avaient obligé à se civiliser » (Une violence éminemment contemporaine. L'espace public urbain comme scène "post-historique", 2007).

Mais voilà. De toute façon, le nouvel antiracisme, ou les décoloniaux, eux non plus, ne s'occupent guère de ce qui se passe réellement au cœur des milieux populaires. Leur antiracisme n'a aucune chance d'être efficace car il est dénoncé comme étant une arme de la bourgeoisie, ce qu'il n'est pas fondamentalement. Par contre, une resucée de leurs idées identitaires, si elle parvient vraiment dans le monde des cités, risque fort de faire apparaître des mouvements radicaux sur une base entièrement séparatiste, opposée à tout le reste de la population, sans perspective.

La seule dénonciation du racisme qui vaille, c'est celle qui explique en quoi le système d'exploitation l'utilise, celle qui explique pourquoi le monde patronal a besoin et utilise des populations différentes pour mieux peser sur toutes. Et pas à faire de l'ensemble du monde blanc, ouvriers et classes moyennes compris, un bloc ennemi.

Certes, ceux qui subissent le racisme peuvent avoir, et ont, des revendications spécifiques, particulières : le contrôle au faciès, par exemple. Mais nous ne devons jamais isoler ces revendications, mais au contraire les relier à celles qui peuvent unir plus largement l'ensemble des opprimés.

Nous ne sommes pas, a priori, pour des systèmes de quotas, comme par exemple l'idée de prévoir d'office pour telle minorité un certain nombre de postes, de places etc. qui leur seraient réservées du simple fait que les personnes appartiennent à cette minorité. C'est une manière de faire qui a souvent été utilisée aux Etats-Unis. Mais un résultat de cette politique a été que s'est créé un ressentiment parmi les couches populaires proches de celle bénéficiant d'un quota. C'est cette sorte de ressentiment qu'a su comprendre et récupérer un Trump, et d'autres ailleurs, pour se faire élire. Encore une division, donc, que nous devons chercher à éviter.

Enfin, à force de ne parler que de minorités, à force de ne réfléchir qu'en ces termes, on finit presque par oublier l'essentiel : à savoir que dans le monde capitaliste, les opprimés sont une vaste... majorité. Et si l'on veut ne serait-ce qu'obtenir une amélioration pour ce grand nombre d'opprimés, et non plus pour une minorité, il faut cesser de porter les lunettes de l'identité.

Le sociologue américain Vivek Chibber le dit clairement : « *un programme visant à remédier sérieusement à la subordination des Noirs et des Latinos aux Etats-Unis, ou des Arabes et des Africains en Europe, ne peut réussir s'il ne donne pas la priorité à des programmes massifs en matière d'emploi, de soins de santé, d'éducation et de logement* » (Vivek Chibber, *Capitalism and Classe Struggle*, 2018).

Et c'est aussi ce que dit Thomas Piketty, économiste français : « *Pour réduire les inégalités liées aux multiples origines ethno-raciales et nationales, il est indispensable de s'attaquer aux inégalités entre classes sociales dans leur globalité. (...) Les personnes issues de l'immigration ou des divers groupes discriminés sont généralement surreprésentées au*

sein des classes populaires, en particulier parmi les ouvriers et employés, si bien qu'elles seront les premières à bénéficier des politiques universelles visant à la réduction générale des inégalités sociales et à l'amélioration de la situation des plus défavorisés » (Thomas Piketty, Mesurer le racisme, vaincre les discriminations, 2022).

NOTRE INTERNATIONALISME

La condamnation du monde occidental par une partie des courants identitaires s'appuie sur une réalité indiscutable. C'est bien cet Occident qui a colonisé, et qui continue à profiter, économiquement et pas seulement, du reste du monde. Mais l'opposition entre Occident et monde colonisé est très loin d'être la seule.

C'est que le développement du capitalisme, l'impérialisme, se produit sous la forme d'un développement complètement inégal à tous les niveaux : inégalité entre pays dominants et pays dominés d'abord, mais aussi inégalités au sein des pays dominés, inégalités entre pays dominés, enfin inégalités entre pays dominants et inégalités au sein des pays dominants. C'est que la base de ce système est la propriété privée et la concurrence des différents propriétaires privés, qui va avec. Concurrence donc entre entreprises privées au sein de chaque pays, concurrence en même temps entre groupes d'entreprises de chaque pays avec ceux des autres pays.

Le racisme du temps des colonies permettait de justifier la violence de l'exploitation qui en était la raison essentielle. Mais chaque situation d'inégalité peut, elle aussi, être accompagnée d'un racisme de la part du puissant vers le moins puissant. Il y a par exemple un lien entre des décennies de guerre du monde occidental contre des pays arabes, et l'existence d'un racisme antimusulman. Il y a un lien entre la guerre qu'a menée la France contre l'Algérie et l'existence d'un racisme anti-maghrébin. Il y a un lien entre l'ancien esclavage arabe mené en Afrique et un racisme anti-noir dans le monde arabe encore sensible.

Notre attitude est de toujours dénoncer un impérialisme, y compris et même surtout, lorsqu'il s'agit de notre propre impérialisme. De toujours dénoncer une domination, en étant solidaire des dominés. Mais cela ne veut pas dire être forcément d'accord avec le dominé en question, avec sa politique. Nous devons garder notre indépendance d'esprit. D'autres forces que la nôtre existent, des nationalistes, des identitaires, des communautaires, ou même des religieux, qui auront peut-être le même ennemi que nous à dénoncer. A nous de savoir nous distinguer par notre langage, par notre souci d'union de tous les opprimés, par notre internationalisme.

Notre internationalisme ne doit jamais oublier la question sociale. Si l'on revient, pour l'illustrer, à la question de l'alliance possible entre Blancs et Noirs dans une même organisation, on se souvient que Carmichael avait tranché pour exclure les blancs. Sans doute, ainsi, il était sûr que les pauvres noirs de son organisation ne seraient pas impressionnés et ne laisseraient pas la parole, et finalement la direction politique de l'organisation, à des étudiants blancs. C'est vrai. Mais ils auront continué à être intimidés par

les étudiants noirs, par les professeurs noirs. La manière de trancher -raciale- de Carmichael l'empêche de régler la question sociale.

Nous pensons qu'à cette question, absolument essentielle, tout un travail doit être mené pour apporter des solutions de classe. Il peut s'agir de demander aux étudiants, blancs et noirs, aux professeurs, blancs et noirs, au moins dans un premier temps, de se taire, voire de s'absenter, sans en arriver à parler d'exclusion. Et il s'agit en même temps, de former politiquement des noirs pauvres, de manière qu'ils soient capables de s'affirmer dans les prises de parole. L'objectif est une égalité réelle, pas simplement en droits de vote, mais en toutes les capacités, y compris celles de juger, voire de décider, de la politique.

UNE MULTITUDE D'IDENTITES

On l'a vu avec le foisonnement d'études autour de la question sexuelle, la part considérable qui est faite à ce sujet pose une question : ne lui accorde-t-on pas une importance démesurée ? Ou plus exactement, en ne se focalisant que sur cette question pour comprendre les difficultés pour chacun de s'identifier, et de trouver une place dans la société, n'oublie-t-on pas d'autres données que la sexualité ? La question sexuelle n'est-elle pas un arbre qui cache une forêt de bien d'autres questions ?

L'existence de groupes, leur tendance à la fermeture, voire à l'exclusion de personnes ne concordant pas suffisamment avec le groupe ou son leader, cette question ne mériterait-elle pas une étude ? Les questions économiques qui, de plus en plus, limitent la possibilité pour les jeunes de s'émanciper de leurs parents, n'est-ce pas un sujet important ? Et l'on pourrait continuer ainsi.

Si l'on prend par exemple le mal être que connaissent de nombreux jeunes, en particulier depuis l'épidémie mondiale du covid, il est plus que probable que des questions comme la difficulté à tisser des liens sociaux réels et pas seulement virtuels, est un problème lourd de conséquences. Les questions de sociabilité ne mériteraient-elles pas des études aussi fournies, aussi nombreuses que celle de la sexualité ou du genre ?

Nous avons vu que les études de genre s'étaient, pour partie, appuyées sur la psychanalyse freudienne, elle-même totalement centrée sur la question sexuelle, alors qu'elle comporte des aspects contestables, même si elle a une forte emprise dans un pays comme la France.

On peut même penser qu'en l'absence d'autres questionnements, de nombreuses personnes ayant éprouvé une difficulté d'ordre relationnel, ou autre encore, ne dispose comme clé de compréhension que la question sexuelle, et vont y chercher une réponse, forcément inadaptée, et peu satisfaisante.

Dans son ouvrage *Les identités meurtrières*, édité en de 2013, l'écrivain franco-libanais Amin Maalouf évoque toute une palette de sujets pouvant participer à la

constitution d'une identité. Tout son sujet consiste à fortement critiquer un fonctionnement social qui exige de chacun qu'il n'émerge qu'une seule caractéristique à son identité.

L'identité peut avoir une composante religieuse, nationale, linguistique, associative, sportive, sexuelle, professionnelle, explique Maalouf. La liste n'est pas exhaustive et la sexualité n'en est qu'une des nombreuses composantes. Au lieu de chercher quelle serait la composante la plus déterminante, Maalouf répond : *"c'est l'attitude inverse que j'adopte : je fouille dans ma mémoire pour débusquer le plus grand nombre d'éléments de mon identité, je les assemble, je les aligne, je n'en renie aucun"*. Nous sommes là à l'exact opposé des adeptes du genre ou des décoloniaux.

Mieux, chacune de ces composantes peut elle-même se diviser, se diversifier. Par exemple, sur la question religieuse, Maalouf peut dire *"je suis né au sein de la communauté dite grecque-catholique, ou melkite, qui reconnaît l'autorité du pape tout en demeurant fidèle à certains rites byzantins"*.

L'un des intérêts de la réflexion d'Amin Maalouf est de s'être intéressé à différentes situations d'oppression. Il montre comment le sentiment d'une unique identité peut émerger : *"Lorsqu'on a été brimé à cause de sa religion, lorsqu'on a été humilié ou raillé à cause de sa peau, ou de son accent, ou de ses habits rapiécés, on ne l'oubliera pas (...) On a souvent tendance à se reconnaître, d'ailleurs, dans son appartenance la plus attaquée ; parfois, quand on ne se sent pas la force de la défendre, on la dissimule, alors elle reste au fond de soi-même, tapie dans l'ombre, attendant sa revanche (...). L'appartenance qui est en cause -la couleur, la religion, la langue, la classe- envahit alors l'identité entière."*

Et il note le processus par lequel des dirigeants peuvent assez facilement utiliser un tel vécu : *"Au sein de chaque communauté blessée, apparaissent des meneurs. Enragés ou calculateurs, ils tiennent les propos jusqu'au-boutistes qui mettent du baume sur les blessures. Ils disent qu'il ne faut pas mendier auprès des autres le respect, qui est un dû, mais qu'il faut le leur imposer. Ils promettent victoire ou vengeance, enflamment les esprits, et se servent quelquefois des moyens extrêmes dont certains de leurs frères meurtris avaient pu rêver en secret. Désormais, le décor est planté, la guerre peut commencer"*.

Dans le cas des migrants, qui ont obligatoirement une identité démultipliée, Maalouf écrit : *"S'il y a une seule appartenance qui compte, alors le migrant se trouve scindé, écartelé, condamné à trahir soit sa patrie d'origine soit sa patrie d'accueil, trahison qu'il vivra inévitablement avec amertume et avec rage (...). Le premier réflexe n'est pas d'afficher sa différence, mais de passer inaperçu. Le rêve secret de la plupart des migrants, c'est qu'on les prenne pour des enfants du pays. Leur tentation initiale, c'est d'imiter leurs hôtes (...) Beaucoup savent que ce n'est même pas la peine d'essayer et se montrent alors, par fierté, par bravade, plus différents qu'ils ne sont"*.

Et sur la question de la langue : *"Lorsqu'on sent sa langue méprisée, sa religion bafouée, sa culture dévalorisée, on réagit en affichant avec ostentation les signes de sa différence ; lorsqu'on se sent, au contraire, respecté, lorsqu'on sent qu'on a sa place dans le pays où l'on a choisi de vivre, alors on réagit autrement (...). Si celui dont j'étudie la langue ne respecte pas la mienne, parler sa langue cesse d'être un geste d'ouverture, il devient un acte*

d'allégeance et de soumission".

Maalouf souligne également la différence essentielle avec laquelle une population peut percevoir même un progrès technique, selon que l'on se trouve dans le monde dominant, -Europe, Etats-Unis, Japon- ou dans des pays qui ont été et sont toujours dominés : *"La psychanalyse, l'écologie, l'électricité, l'avion, l'automobile, la bombe atomique, le téléphone, la télévision, l'informatique, la pénicilline, la pilule, les droits de l'homme (...) tout cela est venu d'Occident. (...) Cette réalité n'est pas vécue de la même manière que ceux qui sont nés au sein de la civilisation dominante et par ceux qui sont nés en dehors (...). Pour les Chinois, les Africains, (...) les Arabes, les Juifs ou les Turcs, la modernisation a constamment impliqué l'abandon d'une partie de soi-même. Même quand elle suscitait parfois l'enthousiasme, elle ne se déroulait jamais sans une certaine amertume, sans un sentiment d'humiliation et de reniement. Sans une interrogation poignante sur les périls de l'assimilation, sans une profonde crise d'identité. "*

Maalouf fait enfin remarquer une limite dans le système démocratique actuel, basé sur le respect de la seule majorité : *"Si l'on vit dans un pays où l'on (...) porte déjà sur son visage la couleur de son appartenance, parce qu'on fait partie de ceux qu'on appelle dans certaines contrées "les minorités visibles" ; alors on n'a pas besoin de longues explications pour comprendre que les mots de "majorité" et de "minorité" n'appartiennent pas toujours au vocabulaire de la démocratie."*

La question de l'identité, qui définit d'une certaine manière le fait de se sentir bien ou pas dans la société où l'on vit, cette question est donc très sensible à toutes les formes d'inégalité ou d'oppression. Mais elle ne se résume pas ni à une unique question sexuelle, ni à une simple question raciale, et pas non plus à une intersection de ces deux questions. L'immense majorité des populations souffre d'abord et avant tout de la question sociale. On est humilié au quotidien lorsque l'on est pauvre, lorsqu'on n'a tout simplement pas de travail, qu'on ne sert à rien dans la vie sociale, lorsque l'on ne peut assumer une alimentation correcte, ou des vacances dignes de ce nom, à ses enfants. L'identité ne serait pas affectée par ces questions ? Cette question sociale affecte les "blancs" comme les "non-blancs".

L'HERITAGE DES LUMIERES

Tous les mouvements que nous venons de croiser et que nous regroupons ici sous le terme de mouvements identitaires ont en commun de vouloir tourner le dos aux idées d'universalisme héritées du siècle des Lumières, sous prétexte que celles-ci restaient encore ambigües concernant l'esclavage, ou que cette même terre des Lumières qu'a été l'Europe est aussi une terre de domination du monde par ses colonisations. Voyons de plus près ce qu'il en est.

Il s'est effectivement produit, sur l'ensemble de l'Europe occidentale, un vaste mouvement d'idées dans une partie des milieux les plus élevés de la société, pour remettre en cause un héritage de siècles dominés par l'obéissance à un pouvoir de droit divin, lié à la religion, que ces penseurs jugeaient obscurantiste. Ce siècle s'achèvera et verra l'éclosion de

ses idées avec la Révolution française qui débute en 1789, avec l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 août, la fameuse Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août, et la première Constitution en 1791.

L'idée de base qui est préconisée par les penseurs des Lumières est qu'il faut s'appuyer sur la raison, et non se contenter d'obéir à un principe d'autorité auquel on se soumet. Si l'on demande à l'intelligence artificielle de Qwant d'énumérer les dix principaux penseurs des Lumières, sa réponse est celle-ci :

- Montesquieu : connu pour ses réflexions sur la séparation des pouvoirs.
- Voltaire : célèbre pour ses critiques de l'intolérance et sa promotion de la liberté d'expression.
- Jean-Jacques Rousseau : auteur du "Contrat social", il aborde la souveraineté du peuple.
- Denis Diderot : co-rédacteur de l'Encyclopédie, il a œuvré pour la diffusion des connaissances.
- John Locke : philosophe anglais, il a influencé la pensée politique avec ses idées sur les droits naturels.
- David Hume : philosophe écossais, il a contribué à la philosophie empiriste et à la critique de la religion.
- Emmanuel Kant : connu pour sa philosophie morale et son concept de l'autonomie.
- Goethe : écrivain et penseur allemand, il a exploré les thèmes de l'individualisme et de la nature humaine.
- Beaumarchais : dramaturge, il a abordé des questions sociales et politiques à travers ses œuvres.
- Jean Le Rond d'Alembert : co-auteur de l'Encyclopédie, il a également contribué à la science et à la philosophie.

En France, en 1685, la révocation de l'édit de Nantes relance les persécutions contre les protestants, et une violente montée de l'intolérance religieuse. Les penseurs vont chercher dans la religion elle-même des raisons de développer des arguments pour la tolérance. Le philosophe Pierre Bayle (1647-1706) a hésité dans sa jeunesse entre protestantisme et catholicisme. Cela lui vaut une série de déplacements en Europe. Son frère meurt pour ne pas avoir abjuré le protestantisme. Dans un traité appelé *De la tolérance*, il dénonce les conversions forcées, qui n'ont aucune valeur. Et il ajoute que si Dieu a permis l'existence de religions diverses, ce n'est pas aux humains de s'y opposer.

Voltaire rédige son *Traité sur la tolérance* en 1763 : "*Vous répondez que la différence est grande, écrit-il, que toutes les religions sont les ouvrages des hommes, et que l'Eglise catholique, apostolique et romaine, est seule l'ouvrage de Dieu. Mais en bonne foi, parce que notre religion est divine, doit-elle régner par la haine, par les fureurs, par les exils, par l'enlèvement des biens, les prisons, les tortures, les meurtres, et par les actions de grâce rendues à Dieu pour ces meurtres ? Plus la religion chrétienne est divine, moins il appartient à l'homme de la commander ; si Dieu l'a faite, Dieu la soutiendra sans vous*".

Pour pouvoir s'émanciper de la stricte obéissance à l'autorité, les Lumières veulent développer la raison. Il s'agit donc d'aller bien au-delà du système éducatif du 18^e siècle, inégalitaire et inefficace : les enfants issus de la noblesse et de la grande bourgeoisie sont

éduqués par un précepteur particulier ; les classes moyennes disposent d'institutions militaires et scientifiques, l'Ecole des Ponts et chaussées créée en 1747, l'Ecole des mines en 1783. Et l'élite intellectuelle est formée par les jésuites, qui disposent par exemple de Louis-le-Grand, à Paris, d'où sortiront Voltaire, Robespierre, Desmoulins.

Les Lumières vont préconiser de baser les apprentissages sur l'expérimentation : on apprend en se confrontant au monde. Ils contestent la domination du latin, et mettent en avant l'apprentissage des sciences, ignoré par les religieux. Tous insistent sur la nécessité de détacher la formation de l'emprise de la religion. D'Alembert préconise que l'enseignement soit pris en main par l'Etat. Condorcet défend un enseignement gratuit, laïc et mixte.

La justice, ou plutôt l'injustice, est vivement mise en cause par les Lumières. Elle est alors fondée sur l'idée que Dieu a délégué le pouvoir à l'autorité, pour réprimer les écarts à la loi civile et à la loi religieuse. Les péchés sont des délits, les sacrilège, l'hérésie, le blasphème sont durement sanctionnés. Les tribunaux sont libres de décider de la peine. Cela va de certains châtiments atroces à la mort. C'est en fait le règne de l'arbitraire. Le poste de magistrat est transmissible aux enfants, par paiement d'une taxe.

Celui qui poussera le plus loin la réflexion vers une justice humaine et moderne, c'est l'italien Cesare Beccaria (1738-1794), que nous avons déjà évoqué. Dans *Des délits et des peines*, il souligne que les peines doivent être fixées par la loi, et pas par le juge, qu'elles doivent être proportionnées à l'infraction et selon le tort causé à la société. Leur objectif ne doit pas être d'obéir à la morale religieuse, mais à préserver l'ordre public. Enfin, Beccaria condamne totalement la peine de mort, et propose un esclavage à vie à la place. Ses idées seront mises en application dans les premières constitutions aux Etats-Unis et en France, où l'on affirme les principes de légalité, de proportionnalité des peines, des droits de la défense, la présomption d'innocence, l'égalité devant la loi.

L'égalité devant la loi, Rousseau la juge indispensable pour pouvoir assurer la liberté, une véritable liberté de penser, de s'exprimer. A l'inverse de Rousseau, le franco-suisse Benjamin Constant estime que ce qui peut garantir l'égalité, c'est la liberté. Il écrit dans ses *Principes de politique* (1806) : "*Par liberté, j'entends le triomphe de l'individualité tant sur l'autorité qui voudrait gouverner par le despotisme que sur les masses qui réclament le droit d'asservir la minorité*"

On le devine, toutes ces idées vont évidemment aboutir à réfléchir une autre forme de gouvernement que celles que connaît l'Europe au 18^e siècle, où la toute-puissance monarchique a atteint des sommets dans la France de Louis 14. Voltaire vante le modèle anglais, où un Parlement a les moyens de s'affronter au roi le plus puissant. C'est l'idée de séparation des pouvoirs. Le philosophe anglais John Locke conteste l'idée que le roi dispose d'un droit venu de Dieu, le droit divin. A la place, il préconise un contrat entre tous, où chacun acquiert par son travail sa propriété, que protège l'Etat. Un Parlement exerce le pouvoir législatif, celui de faire la loi, le monarque, le roi, qui est héréditaire, se charge de mettre en exécution ces lois et de mener la politique internationale. En France, Montesquieu reprend ces idées contre l'absolutisme français dans *l'Esprit des lois* (1748).

Voilà donc pour les côtés progressistes des Lumières, progressistes par rapport au monde dont ils héritent. Mais il y a aussi de nombreuses limites. Ainsi, on se trompe si on croit voir dans ce qui a été dit ici de grands démocrates. Tous ces penseurs restent au contraire de grands conservateurs, et, surtout, aucun ne remet en cause les inégalités, sauf celles de la naissance. "*Voltaire et Diderot jouissent volontiers des protections de Frédéric 2 de Prusse pour l'un, de Catherine 2 de Russie pour l'autre -deux despotes éclairés*" (L'Eléphant nov. 2024). Seul Jean-Jacques Rousseau propose l'égalité dans le *Contrat social* (1762).

Lors de la Révolution française, Sieyès fonde un système représentatif qui accepte le suffrage censitaire, un droit de vote des plus riches. Et il impose le respect de la propriété privée, en en faisant une liberté essentielle. En 1793, les idées de Rousseau sont appliquées par la Convention : c'est le peuple qui est souverain, aucun individu ne peut bloquer la volonté générale ; l'Eglise est séparée de l'Etat, l'esclavage est aboli en 1794.

L'esclavage, on le sait, sera rapidement rétabli en 1802 dans les colonies, par Napoléon Bonaparte. Cette avancée vite suivie d'un recul est aussi à l'image des contradictions qui animent les penseurs des Lumières sur cette question. Montesquieu y consacre trois livres dans *l'Esprit des lois* (1748). Une première lecture semble claire : on ne peut priver un être humain de liberté, on ne peut tolérer une pratique aussi cruelle. "*La guerre de Spartacus était la plus légitime qui ait jamais été entreprise !*" écrit-il.

Mais le même Montesquieu, habitant de Bordeaux, s'avère plus que timide sur la question de l'abolition de l'esclavage. Reflet de sa position dans une classe sociale aisée, ou lien économique comme de nombreux Bordelais avec la traite négrière ? En tout cas, Montesquieu ne réclame ni l'affranchissement des esclaves ni l'abolition de l'esclavage, même si la pratique le répugne.

Condorcet est plus clair. Il exige l'abolition. Mais pour ce qui est de l'affranchissement, du fait de rendre à l'esclave sa liberté, il préconise que cela se fasse par étapes ; et d'abord faire de l'esclave un salarié d'office, qui s'émanciperait ensuite par son travail. Et en même temps, Condorcet refuse qu'on indemnise les propriétaires d'esclaves. "*La révolution venue, Condorcet demandera que soit exclu de l'Assemblée nationale tout homme ayant des esclaves ou se trouvant être le mari d'une femme qui en possède*" (L'Elephant)

POUR L'UNIVERSALISME

Alors, faut-il jeter les Lumières, au risque, on l'a vu, de tomber vers un obscurantisme, ou fait-il au contraire apporter plus de lumière ? Des femmes qui ont participé à la Révolution française, comme madame Roland ou madame de Staël pensaient que les insuffisances de la philosophie des Lumières au sujet des femmes devaient être combattues par plus de Lumières encore.

Concernant la question coloniale cette fois, Elisabeth Roudinesco souligne que ce qui unissait tous ces combattants de la décolonisation - Césaire, Senghor, Fanon et bien d'autres- , c'était une même référence à la France de 1789.

De même, l'attitude de Luther King ne consistait pas à tout rejeter dans la société américaine et à déclarer que ses idéaux ne valaient rien. Non, il s'appuyait au contraire sur ces idéaux pour souligner le fossé qui existait entre ceux-ci et la réalité, il s'en servait donc de levier pour mieux appuyer son combat.

Enfin, c'est peut-être l'écrivain algérien Kateb Yacine (1929-1989), qui a vécu les massacres du 8 mai 1945 à l'âge de seize ans, qui nous donne le plus clairement une clé essentielle pour trouver une bonne attitude. Il déclare en 1966 que la langue française "*était le butin de guerre des Algériens*". "*J'écris en français pour dire aux Français que je ne suis pas français*".

BIBLIOGRAPHIE

- Abraham Léon : La conception matérialiste de la question juive (1942, EDI 1968)
Aimé Césaire : discours sur le colonialisme (Présence africaine 1955)
Frantz Fanon : Les damnés de la terre (La Découverte 1961)
Amin Maalouf : Les identités meurtrières (Grasset 1998)
Nina Brochmann et Ellen Stokken Dahl : Les joies d'en bas (Actes Sud 2018)
Vanina : Où va le féminisme (Acratie 2020)
Elisabeth Roudinesco : Soi-même comme un roi, essai sur les dérives identitaires (Seuil 2021)
Florian Gulli : L'antiracisme trahi, défense de l'universel (PUF 2022)
Pour la Science (janvier 2022)
Olga Bronnikova, Matthieu Renault : Kollontaï, défaire la famille, refaire l'amour (La fabrique 2024)
L'éléphant revue de culture générale, hors-série : Le siècle des Lumières (nov 2024)
- Racisé.e.s, une histoire franco-américaine (1h01 M. Prazan 2022)*
Jeunesse en (re)transition, Trouver sa voie (1h10 M. Vaqué-Marti)